

**Mémorial**  **Memorial**  
du des  
**Grand-Duché de Luxembourg.** **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 30 juillet 1938.

N° 50.

Samstag, 30. Juli 1938.

**Avis. — Relations extérieures.** — Le 26 juillet 1938 Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience solennelle pour la remise de leurs lettres de créance, S. Exc. M. Carlos Anze Soria, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Bolivie et S. Exc. M. Joseph E. Davies, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique.

A la même occasion, LL. EE. MM. Carlos Anze Soria et Joseph E. Davies ont remis les lettres de rappel de leurs prédécesseurs. — 27 juillet 1938.

**Loi du 27 juillet 1938 concernant l'approbation des conventions conclues avec les Sociétés métallurgiques luxembourgeoises au sujet de la revalorisation contractuelle des rentes minières.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 12 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les conventions passées entre l'Etat du Grand-Duché et :

1° la Société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange à Luxembourg ;

2° la Société anonyme des Hauts Fourneaux de Differdange-St. Ingbert-Rumelange à Luxembourg ;

3° la Société anonyme Minière et Métallurgique de Rodange à Rodange et

**Gesetz vom 27. Juli 1938, betreffend Genehmigung der mit den luxemburgischen Gruben- und Hüttengesellschaften abgeschlossenen Verträge über die vertragsmäßige Aufwertung der Minenrenten.**

Nir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 12. Juli 1938 und derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Saben verordnet und verordnen :

**Art. 1.** Sind genehmigt die zwischen dem Großherzoglich-Luxemburgischen Staate einerseits und den folgenden Hüttenwerken andererseits abgeschlossenen Verträge, nämlich :

1. der anonymen Gesellschaft der vereinigten Hüttenwerke von Burbach-Eich-Düdelingen in Luxemburg ;

2. der anonymen Hüttengesellschaft von Differdangen, St. Ingbert-Rumelingen in Luxemburg ;

3. der anonymen Gruben- und Hüttengesellschaft von Rodingen in Rodingen und

4<sup>o</sup> la Société anonyme des Hauts Fourneaux de Steinfort à Steinfort,

au sujet de la revalorisation contractuelle des rentes minières et de la majoration des quantités de scorie Thomas à fournir aux prix de faveur,

les conventions sub 3 et 4 conclues le 11 avril 1938, celle sub 2 conclue le 13 avril 1938 et celle sub 1 le 14 avril 1938.

**Art. 2.** En vue de l'imputation de la recette revenant à l'Etat du chef de l'exécution de la présente loi, il sera rattaché au chapitre 1<sup>er</sup> du Budget de 1938 un article nouveau avec le libellé suivant :

Art. 44bis. — Rentes minières. Revalorisation contractuelle. Loi du 27 juillet 1938. Fr. 5.066.050.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

Charlotte.

Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.

4. der anonymen Hüttengesellschaft von Steinfort in Steinfort, betreffend die vertragsmäßige Aufwertung der Mienenrenten und die Erhöhung der zu Vorzugspreisen zu liefernden Mengen Thomas-Schlacken.

Die Verträge unter 3 und 4 wurden am 11. April 1938, der Vertrag unter 2 am 13. April 1938 und der unter 1 am 14. April 1938 abgeschlossen.

**Art. 2.** Zur Verrechnung der dem Staate aus der Ausführung dieses Gesetzes zukommenden Einnahme wird dem Kapitel I des Einnahmenbudgets von 1938 ein neuer Artikel angegliedert mit folgendem Wortlaut:

Art. 44bis. — Mienenrenten. Vertragsmäßige Aufwertung. Gesetz vom 27. Juli 1938, Fr. 5.066.050.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

Charlotte.

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
P. Dupong.

#### CONVENTION.

Entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Et la Société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange, ayant son siège social à Luxembourg, représentée par son Directeur-général, M. Aloyse Meyer et son Directeur-général adjoint, M. Félix Chomé.

Les parties contractantes :

Revu :

1<sup>o</sup> La convention du 5 mai 1898, approuvée par la loi du 6 juin 1898, par laquelle convention l'Etat a relaissé à la société des hauts fourneaux et forges de Dudelange une concession de 141 hectares 73 ares 62 ca de terrains miniers situés sur les bans de Dudelange, de Tétange et de Rumelange ;

2<sup>o</sup> Les conventions des 14 janvier 1897 et 5 mai 1898, approuvées par la loi du 6 juin 1898, par lesquelles conventions l'Etat a relaissé à la société anonyme des mines du Luxembourg et des forges de Sarrebruck une concession de 10 hectares 32 ares 96 ca de terrains miniers situés sur le territoire de la commune de Differdange ;

3<sup>o</sup> la convention du 4 juin 1913, approuvée par la loi du 29 novembre 1913, par laquelle convention l'Etat a relaissé à la société « Gelsenkirchener Bergwerks-Aktiengesellschaft, Abteilung Aachener Hüttenverein Esch » à Esch-s.-Alz., une concession de 38 hectares 98 ares 54 ca de terrains miniers dans les communes d'Esch-s.-Alz. et de Rumelange, dont un hectare a été complètement libéré par un paiement anticipatif.



2° la convention du 14 janvier 1897—5 mai 1898, par laquelle l'Etat a relâissé à la société anonyme des hauts fourneaux de Differdange une concession de 36 hectares de terrains miniers, situés sur le territoire de la commune de Rumelange, dont 14 hectares ont été libérés par un paiement anticipatif ;

3° la convention du 14 janvier 1897—5 mai 1898, par laquelle l'Etat a relâissé à la même société de Differdange une concession de 64 hectares 53 ares et 43 centiares de terrains miniers situés sur le territoire de la commune de Differdange, dont 19 hectares ont été libérés par un paiement anticipatif ;  
ces trois conventions approuvées par la loi du 6 juin 1898 ;

4° la convention du 24 juin 1913 par laquelle l'Etat a relâissé à la Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft, Abteilung Differdingen, une concession de 320 hectares 35 ares 89 centiares de terrains miniers situés sur les territoires des communes de Differdange, Pétange, Esch-s.-Alz., Kayl et Rumelange,

cette dernière convention approuvée par la loi du 29 novembre 1913 ;

Les quatre concessions ayant été cédées dans la suite à la société contractante,

ont convenu ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938 jusqu'au 31 décembre 1947 les rentes annuelles de huit cents (800) francs par hectare prévues par les conventions mentionnées sub 1, 2 et 3 sont portées à six mille huit cents (6.800) francs par hectare, faisant une rente annuelle de cinq cent quatre-vingt-quinze mille deux cent trente-trois francs 24 centimes (595.233,24 fr.) pour l'ensemble des hectares non encore libérés des dites concessions.

A partir de la même date jusqu'au 31 décembre 1962 la rente annuelle de deux mille vingt-cinq (2.025) francs par hectare, prévue par la convention mentionnée sub 4 est portée à huit mille cent (8.100) francs par hectare, faisant une rente annuelle de deux millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent sept francs 09 centimes (2.594,907,09 fr.) pour toute la concession.

**Art. 2.** En cas d'excédent d'exploitation et en cas de rachat les paiements à faire par le concessionnaire seront calculés sur la base des rentes nouvellement fixées.

**Art. 3.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938 et jusqu'au 31 décembre 1947 la quantité annuelle de 2000 tonnes de scories Thomas que le concessionnaire doit mettre à la disposition de l'Etat au prix de faveur prévu par les conventions mentionnées sub 1, 2 et 3 est portée à deux mille neuf cent quatre-vingt-trois (2.983) tonnes.

A partir de la même date et jusqu'au 31 décembre 1962 la quantité annuelle de 5.446 tonnes de scories Thomas que le concessionnaire doit fournir au prix de faveur prévu par la convention susmentionnée de 1913 est portée à sept mille soixante-treize (7.073) tonnes.

Pour la teneur d'acide phosphorique et le prix de mouture des scories Thomas les parties contractantes se réfèrent à l'accord du 21 janvier 1927.

**Art. 4.** Pendant l'année 1938 le concessionnaire est autorisé à opérer le rachat jusqu'à concurrence de vingt millions de francs en capitalisant au taux annuel de 3,5%.

**Art. 5.** Sauf les dérogations résultant des articles qui précèdent les conventions susmentionnées sont intégralement maintenues.

**Art. 6.** La présente convention n'est acceptée par l'Etat que sous la condition suspensive de son approbation par une loi.

Fait en double à Luxembourg, le treize avril mil neuf cent trente-huit.

(s.) H. ROGER.                      (s.) DUPONG.  
Gustave LEMAIRE.

**CONVENTION.**

Entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. Pierre *Dupong*, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement

Et la Société anonyme « Minière et Métallurgique de Rodange » à Rodange, représentée par son Administrateur-délégué M. Charles *Libotte* à Rodange.

Les parties contractantes :

Revu :

1<sup>o</sup> la convention du 19 décembre 1893—5 mai 1898, approuvée par la loi du 6 juin 1898, par laquelle convention l'Etat a relaissé à la société anonyme des Hauts Fourneaux de Rodange une concession de 31 hectares de terrains miniers situés sur le territoire de la commune de Differdange;

2<sup>o</sup> la convention du 26 janvier 1897—5 mai 1898, approuvée par la loi du 6 juin 1898, par laquelle convention l'Etat a relaissé à la même société une concession de 44 hectares 50 ares de terrains miniers situés sur le territoire de la commune de Rumelange;

3<sup>o</sup> la convention du 21 juin 1913, approuvée par la loi du 29 novembre 1913 par laquelle convention l'Etat a relaissé à la société anonyme d'Ougrée-Marihaye, Division de Rodange, une concession de 92 hectares 61 ares 44 centiares de terrains miniers situés sur le territoire des communes de Pétange et de Differdange;

ces différentes concessions ayant été cédées dans la suite à la société contractante,

ont convenu ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938 et jusqu'au 31 décembre 1962 la rente annuelle de deux mille cent vingt-cinq (2.125) fr. par hectare, prévue par la convention mentionnée sub 3, est portée à huit mille cinq cents (8.500) fr. par hectare, faisant une rente annuelle de sept cent quatre-vingt-sept mille deux cent vingt-deux francs 40 centimes (787.222,40 fr.) pour toute la concession de 1913.

**Art. 2.** En cas d'excrément d'exploitation et en cas de rachat les paiements à faire par le concessionnaire seront calculés sur la base des rentes nouvellement fixées.

**Art. 3.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938 et jusqu'au 31 décembre 1947 la quantité annuelle de 2.000 tonnes de scories Thomas que le concessionnaire doit mettre à la disposition de l'Etat au prix de faveur prévu par les conventions mentionnées sub 1 et 2 est portée à deux mille cinq cent quarante-deux tonnes.

A partir de la même date et jusqu'au 31 décembre 1962 la quantité annuelle de 1574 tonnes de scories Thomas que le concessionnaire doit fournir au prix de faveur prévu par la convention de 1913 est portée à deux mille quatre cent soixantè-douze tonnes.

Pour la teneur d'acide phosphorique et le prix de mouture des scorie Thomas les parties contractantes se réfèrent à l'accord du 21 janvier 1927.

**Art. 4.** Sauf les dérogations résultant des articles qui précèdent les conventions susmentionnées sont intégralement maintenues.

**Art. 5.** La présente convention n'est acceptée par l'Etat que sous la condition suspensive de son approbation par une loi.

Fait en double à Luxembourg, le onze avril mil neuf cent trente-huit.

(s.) Ch. LIBOTTE.

(s.) P. DUPONG.

**CONVENTION.**

Entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur *Pierre Dupong*, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Et la Société anonyme des Hauts Fourneaux et Aciéries de Steinfort, représentée par son directeur, M. *Jean Wurth*.

Les parties contractantes :

Revu :

1<sup>o</sup> La convention du 14 mars 1881 approuvée par la loi du 8 juillet 1881 par laquelle l'Etat a relaissé à la Société Charles et Jules Collart exploitant les hauts fourneaux de Steinfort, une concession de 25 ha. de terrains miniers sur le ban d'Esch-s.-Alzette, au lieu dit Schloßbusch.

2<sup>o</sup> Les conventions des 10 avril 1891 et 13 février 1892 approuvées par la loi du 2 avril 1892 par lesquelles l'Etat a relaissé à la même Société une concession de 12 ha. de terrains miniers situés sur le territoire de la commune d'Esch-s.-Alzette, au lieu-dit Heintzenberg.

3<sup>o</sup> a) Les conventions du 10 avril 1891 et 13 février 1892, approuvées par la loi du 2 avril 1892 par lesquelles l'Etat a relaissé à la Société des hauts fourneaux luxembourgeois, à la Société des hauts fourneaux de Rodange et à la Société des mines de Luxembourg et des forges de Sarrebruck une concession indivise d'environ 33 hectares de terrains miniers situés section et commune d'Esch-s.-Alzette ;

b) la décision du 30 décembre 1898 par laquelle la Société Collart a été autorisée à acquérir la part indivise relaissée à la Société des Hauts Fourneaux de Rodange par la convention mentionnée à l'alinéa précédent ;

c) la convention du 9 novembre 1899 suivant laquelle la Société Collart, la Société « Aachener Hütten-Aktien-Verein » et la Société des mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck ont obtenu une concession de 2 hectares, 73 ares, 27 centiares de terrains miniers situés section et commune d'Esch-s.-Alzette ;

d) le partage approuvé le 31 décembre 1902 suivant lequel la part de la Société Collart dans les concessions mentionnées sub a et c a été fixée à 12 hectares, 1 are, 20 centiares de terrains miniers au lieu-dit « Katzenberg ».

Ces différentes concessions ayant été cédées dans la suite à la Société contractante.

4<sup>o</sup> La convention du 21 juin 1913, approuvée par la loi du 29 novembre 1913 par laquelle l'Etat a relaissé à la Société anonyme des Hauts Fourneaux et Aciéries de Steinfort à Steinfort, une concession minière de 124 ha. 1 are 94 ca. en 3 lots distincts,

ont convenu ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938 et jusqu'au 31 décembre 1962, la rente de deux mille cent (2.100) francs prévue par la convention mentionnée sub 4 est portée à huit mille quatre cents (8.400) francs par hectare, faisant une rente annuelle d'un million quarante et un mille sept cent soixante-deux francs 96 centimes (1.041.762,96 fr.) pour toute la concession.

**Art. 2.** En cas d'excédent d'exploitation et en cas de rachat les paiements à faire par le concessionnaire seront calculés sur la base des rentes nouvellement fixées.

**Art. 3.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938 jusqu'au 31 décembre 1947 la quantité annuelle de 2.108 tonnes de scories Thomas que le concessionnaire doit mettre à la disposition de l'Etat au prix de faveur prévu par la convention sub 4 est portée à trois mille huit (3.008) tonnes.

Du 1<sup>er</sup> janvier 1948 au 31 décembre 1962 la quantité annuelle à fournir au susdit prix de faveur sera de deux mille six cent soixante-neuf (2.669) tonnes.

Pour la teneur d'acide phosphorique et le prix de mouture des scories Thomas les parties contractantes se réfèrent à l'accord du 21 janvier 1927.

**Art. 4.** Outre le droit d'exploiter les mines concédées pour sa consommation propre, tel qu'il résulte

des actes de concession, la Société concessionnaire est autorisée, par dérogation aux stipulations de ces mêmes actes, à faire le trafic des minerais extraits des mines lui concédées jusqu'à concurrence d'une quantité globale de quatre millions de tonnes de minerais sans dépasser, par année, le chiffre de 300.000 tonnes. Le minerai faisant l'objet de ce trafic devra être consommé dans le pays.

**Art. 5.** Dans le cas où la Société concessionnaire remet en activité, en tout ou en partie, ses usines de Steinfort, le trafic de quatre millions de tonnes autorisé à l'art. 4 est augmenté à raison de deux tonnes pour chaque tonne de minerai consommé à l'usine de Steinfort, depuis sa remise en activité. Toutefois le trafic supplémentaire ne pourra porter sur plus de 250.000 tonnes par an ni au total sur plus de trois millions de tonnes de minerais.

La Société concessionnaire est autorisée à exporter les minerais faisant l'objet du trafic supplémentaire. Toutefois, les minerais exportés devront être fournis exclusivement à l'usine d'Athus, appartenant actuellement à la Société anonyme d'Angleur-Athus, et y être consommés intégralement.

La Société concessionnaire pourra exercer les droits prévus par le présent article soit cumulativement avec les droits résultant de l'article précédent soit indépendamment de ceux-ci.

**Art. 6.** L'Administration des Mines est chargée du contrôle du trafic et de l'exportation. Le concessionnaire facilitera par tous moyens ce contrôle. Il fournira notamment à l'administration tous renseignements et pièces que cette dernière pourra lui demander pour l'exercice de son contrôle.

Il s'oblige en outre à faire accepter ce même contrôle par la Société anonyme d'Angleur-Athus qui devra justifier que le minerai fourni en exécution de l'art. 5 de la présente convention est intégralement consommé à l'usine d'Athus.

**Art. 7.** Sauf les dérogations résultant des articles qui précèdent les conventions susmentionnées sont entièrement maintenues.

**Art. 8.** La présente convention n'est acceptée par l'Etat que sous la condition suspensive de son approbation par une loi.

Fait en double à Luxembourg, le onze avril mil neuf cent trente-huit.

(s.) J. WURTH.

(s.) P. DUPONG.

**Loi du 27 juillet 1938 autorisant le Gouvernement à aliéner, par voie d'échange, une partie du terrain domanial, situé sur le territoire de la commune de Sandweiler, au lieu dit « Um Findel ».**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 12 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à

**Gesetz vom 27. Juli 1938, wodurch die Regierung ermächtigt wird, einen Teil der Domänialparzelle, gelegen auf dem Gebiete der Gemeinde Sandweiler, im Ort genannt „Um Findel“, durch Umtausch zu veräußern.**

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 12. Juli 1938 und derjenigen des Staatsrates vom 26. deselben Monates, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

**Einziger Artikel.** Die Regierung ist ermächtigt,

aliéner, par voie d'échange, aux clauses et conditions à déterminer par lui, une partie de deux parcelles de terre labourables, inscrites au cadastre de la commune de Sandweiler, section B sous les nos 672/2506 et 672<sup>7</sup> et faisant partie du terrain domanial situé sur le territoire de la commune de Sandweiler au lieu dit « Um Findel ».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.*

durch Umtausch einen Teil von zwei Parzellen Ackerland, eingeschrieben im Kataster der Gemeinde Sandweiler, Section B, unter den Nummern 672,2506 und 672<sup>7</sup>, gehörend zur Staatsdomäne, gelegen auf dem Gebiet der Gemeinde Sandweiler, im Ort genannt „Um Findel“, zu den durch sie festzusetzenden Klauseln und Bedingungen zu veräußern.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

Charlotte.

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
P. Dupong.*

Loi du 27 juillet 1938, modifiant l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'art. 97 de la loi électorale du 31 juillet 1924.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés en date du 13 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Article unique.** L'al. 1<sup>er</sup> de l'art. 97 de la loi électorale du 31 juillet 1924, est remplacé par les dispositions qui suivent :

Il est alloué sur le Trésor de l'Etat à chaque député, à titre d'indemnité par jour de présence, un jeton dont le montant sera fixé par le Bureau en proportion du nombre des séances annuelles, dans les limites du chiffre total fixé par la Constitution.

La présente loi sortira ses effets à partir de la session 1937—1938 inclusivement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit

Gesetz vom 27. Juli 1938, wodurch Absatz 1 des Art. 97 des Wahlgesetzes vom 31. Juli 1924 abgeändert wird.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 13. Juli 1938, und derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Saben verordnet und verordnen :

**Einziger Artikel.** Absatz 1 des Art. 97 des Wahlgesetzes vom 31. Juli 1924 wird durch nachstehende Bestimmung ersetzt :

Jeder Deputierte bezieht auf das Staatsbudget, als Entschädigung für jeden Anwesenheitstag ein Präsenzzgeld, dessen Betrag im Verhältnis zu der Anzahl der jährlichen Sitzungen durch das Kammerbüro festgesetzt wird, in den Grenzen der durch die Verfassung festgesetzten Gesamtsumme.

Dieses Gesetz tritt mit der Kammeression 1937—1938 einschließlich in Kraft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im

insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

**Charlotte.**

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.*

„Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

**Charlotte.**

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
P. Dupong.

**Loi du 27 juillet 1938 concernant la majoration de certaines rentes d'accident.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 20 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les rentes réévaluées en vertu de la loi du 21 juillet 1927 sur la revalorisation des rentes-accidents seront majorées de 30% dans les conditions et suivant les modalités prévues par la précitée loi.

Les dépenses résultant de cette majoration seront réparties suivant les dispositions de la même loi.

Toutefois les rentes servies par l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle, à raison d'un accident antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1927, qui ont été fixées sur la base d'un salaire de 6.000, 7.000 ou resp. 8.000 fr. au moins et qui de ce chef n'ont pas été réévaluées en 1927, seront portées également à un montant qui n'est pas inférieur à celui des rentes revalorisées d'après la loi du 21 juillet 1927 et d'après la présente loi.

De même les rentes dues par la section agricole et forestière de l'association d'assurance contre les accidents du chef d'un accident antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1927, qui n'ont pas été réévaluées en 1927 parce qu'elles étaient établies sur un salaire de base au moins égal au salaire adopté comme base de la

**Gesetz vom 27. Juli 1938, betreffend Erhöhung gewisser Unfallrenten.**

Wir **Charlotte**, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 20. Juli 1938, sowie derjenigen des Staatsrates vom 26. Juli desselben Jahres, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

**Art. 1.** Die auf Grund des Gesetzes vom 21. Juli 1927 über die Aufwertung der Unfallrenten reube-rechneten Renten werden unter den in diesem Gesetz vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten um 30% erhöht.

Die durch diese Erhöhung entstehenden Ausgaben werden gemäß den Bestimmungen desselben Gesetzes verteilt.

Jedoch werden die von der Unfallversicherungsgenossenschaft, gewerbliche Abteilung, für einen Unfall der sich vor dem 1. Januar 1927 ereignet hat, gewährten Renten, die auf Grund eines Lohnes von wenigstens 6.000, 7.000 oder beziehungsweise 8.000 Fr. festgesetzt und die aus diesem Grunde 1927 nicht aufgewertet wurden, auch auf einen Betrag erhöht, welcher nicht niedriger ist als derjenige der durch das Gesetz vom 21. Juli 1927 und durch gegenwärtiges Gesetz aufgewerteten Renten.

Desgleichen werden die von der land- und forstwirtschaftlichen Abteilung der Unfallversicherungsgenossenschaft für die vor dem 1. Januar 1927 entstandenen Unfälle gewährten Renten, die 1927 nicht aufgewertet wurden weil sie auf einem Grundlohn berechnet waren der wenigstens dem als Aufwer-

revalorisation, ne seront pas inférieures à celles qui ont déjà fait l'objet d'une réévaluation.

**Art. 2.** Il sera inscrit sous l'art. 296bis du Budget de 1938 un crédit non limitatif de 510.000 fr. avec le libellé ci-après : « Majoration des rentes anciennes d'accidents. »

**Art. 3.** La présente loi sortira ses effets à partir du 1<sup>er</sup> avril 1938.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit inscrite au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

Charlotte.

*Le Ministre du Travail  
et de la Prévoyance sociale,  
P. Krier.*

**Loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 22 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé un fonds spécial sous la dénomination de fonds de crise.

Le fonds a exclusivement pour but de constituer une réserve destinée à faire face aux dépenses extraordinaires qu'une crise économique pourra imposer à l'Etat.

**Art. 2.** Le fonds sera alimenté par des allocations dont le montant sera fixé chaque année par la loi budgétaire.

En vue de l'exécution de la disposition qui précède, il sera rattaché au Budget des dépenses de l'exercice 1938 un article spécial libellé comme suit :

« Art. 428<sup>b</sup>. — Création et alimentation du fonds de crise..... 10.000.000 fr.»

tungsbasis angenommenen Lohne gleich war, nicht niedriger sein als diejenigen welche bereits aufgewertet wurden.

**Art. 2.** Ein unbegrenzter Kredit von 510.000 Fr. wird unter Artikel 296bis des Budgets von 1938 eingeschrieben und erhält folgenden Wortlaut: „Erhöhung der Unfallrenten.“

**Art. 3.** Dieses Gesetz hat rückwirkende Kraft auf den 1. April 1938.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

Charlotte.

*Der Minister der Arbeit  
und der sozialen Fürsorge,  
P. Krier.*

**Gesetz vom 27. Juli 1938, betreffend Schaffung eines Reservefonds für Krisenzeiten.**

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenammer vom 22. Juli und derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

**Art. 1.** Es wird ein Spezialfonds geschaffen unter der Benennung „Krisenfonds“.

Der Fonds hat ausschließlich zum Zweck, eine Reserve zu schaffen zur Bestreitung der außerordentlichen Ausgaben, die eine Wirtschaftskrise dem Staate auferlegen kann.

**Art. 2.** Der Fonds wird durch Zuwendungen gespeist, deren Betrag jedes Jahr durch das Budgetgesetz festgesetzt wird.

Zwecks Ausführung der vorhergehenden Bestimmung wird dem Ausgabenbudget für 1938 ein besonderer Artikel beigelegt mit folgendem Wortlaut :

„Art. 428<sup>b</sup>. — Schaffung und Speisung des Krisenfonds..... 10.000.000 Fr.“

**Art. 3.** Le Gouvernement est chargé du placement des sommes constituant le fonds de crise.

**Art. 4.** Le recours au fonds de crise ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi spéciale.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

**Charlotte.**

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.*

**Loi du 27 juillet 1938 concernant l'allocation d'une indemnité, pour l'année 1938, aux fonctionnaires de l'Etat, au personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures, aux agents de la police locale étatisée, ainsi qu'aux ministres des cultes et portant nouvelle fixation des indemnités pour charge d'enfants.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 22 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** En attendant la révision générale des traitements, une indemnité est allouée, pour l'année 1938, aux fonctionnaires énumérés aux tableaux A, B et C annexés à la loi du 29 juillet 1913, tels que ces tableaux ont été complétés par des lois postérieures, aux membres du personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures, aux membres de la gendarmerie et aux sous-officiers de la Compagnie de volontaires, aux agents de la police locale étatisée qui jouissent des traitements prévus par l'art. 40 de l'arrêté grand-ducal du 27 décembre 1930, ainsi qu'aux ministres des cultes.

Cette indemnité, correspondant à un nombre-indice de 100 points, s'élèvera pour chaque bénéficiaire à 200 fr. Toutefois, elle sera de 175 fr. pour

**Art. 3.** Die Regierung ist mit der Anlegung der Gelder des Krisenfonds beauftragt.

**Art. 4.** Die Inanspruchnahme des Krisenfonds kann nur durch Spezialgesetz erfolgen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

**Charlotte.**

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
P. Dupong.*

**Gesetz vom 27. Juli 1938, betreffend Bewilligung einer Zulage für das Jahr 1938 an die Staatsbeamten, das Lehrpersonal der Primär- und der Oberprimärschulen, die Agenten der verstaatlichten Lokalpolizei und die Kultusdiener, sowie Neueinstellung der Kinderzulagen.**

Wir **Charlotte**, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 22. Juli 1938 und derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Saben verordnet und verordnen ;

**Art. 1.** Eine Zulage für das Jahr 1938 wird in Erwartung der allgemeinen Gehälterrevision den Beamten, die in den Tabellen A, B, und C des Gesetzes vom 29. Juli 1913, so wie diese Tabellen durch spätere Gesetze ergänzt wurden, aufgezählt sind, den Mitgliedern des Lehrpersonals der Primär- und der Oberprimärschulen, den Mitgliedern der Gendarmerie und den Unteroffizieren der Freiwilligenkompagnie, den Agenten der verstaatlichten Lokalpolizei, deren Gehälter gemäß Art. 40 des Großh. Beschlusses vom 27. Dezember 1930 festgesetzt sind, sowie den Kultusdienern bewilligt.

Diese Zulage, die einer Indexziffer von 100 Punkten entspricht, ist für jeden Empfänger auf 200 Fr. festgesetzt. Sie beträgt jedoch 175 Fr. für die

les ministres des cultes, de 150 fr. pour les institutrices laïques et les femmes-fonctionnaires et de 75 fr. pour les institutrices religieuses.

Toutefois, les bénéficiaires énumérés ci-dessus n'ont droit à l'indemnité que s'ils ne sont pas en jouissance de revenus accessoires qu'ils retirent d'un cumul ou d'une occupation rémunérée étrangère à leurs fonctions principales pour services rendus en 1938, si ces revenus accessoires dépassent le triple du montant de l'indemnité.

L'indemnité sera diminuée de la part dont les revenus accessoires dépassent le double du montant effectif de l'indemnité.

Si un bénéficiaire marié et son épouse rentrent chacun dans l'une des catégories énumérées au présent article resp. à l'art. 4, 4<sup>o</sup>, l'indemnité n'est due qu'au mari.

Les dispositions du présent article sont sans effet à l'égard des conservateurs des hypothèques.

L'indemnité dont il est question au présent article ne comptera ni pour le calcul de la pension ni pour celui de l'indemnité de résidence.

Elle est payable conformément aux dispositions de l'art. 15 de la loi du 8 mai 1872.

**Art. 2.** En ce qui concerne les indemnités accordées en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus aux membres du personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures et aux agents de la police locale étatisée, les dispositions respectives des art. 4 de la loi du 9 août 1921 et 6 de la loi du 29 juillet 1930 leur sont applicables.

**Art. 3.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938, les indemnités pour charge d'enfants sont fixées comme suit :

150 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour un enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

174 par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 2<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

198 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 3<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

222 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 4<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

246 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 5<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

Kultusdiener, 150 Fr. für die weltlichen Lehrerinnen und die weiblichen Beamten und 75 Fr. für die Schulschwester.

Die obengenannten Empfänger haben jedoch nur Recht auf die Zulage wenn sie keine Nebeneinkünfte haben, die sie durch einen Kumul oder durch eine bezahlte nebenamtliche Beschäftigung für im Jahre 1938 geleistete Dienste beziehen, wenn diese Nebeneinkünfte den dreifachen Betrag der Zulage übersteigen.

Die Zulage wird um den Teil der Nebeneinkünfte gekürzt, der den zweifachen Betrag der Zulage übersteigt.

Wenn ein verheirateter Empfänger und seine Gattin unter eine der in diesem Artikel bezw. in Art. 4, 4<sup>o</sup> aufgezählten Kategorien fällt, so hat nur der Gatte ein Recht auf die Zulage.

Die Bestimmungen dieses Artikels treffen nicht zu auf die Hypothekenbewahrer.

Die in diesem Artikel vorgesehene Zulage zählt weder für die Festsetzung der Pension noch für die Berechnung der Residenzzulage.

Sie wird gemäß den Bestimmungen von Art. 15 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 ausbezahlt.

**Art. 2.** Die Bestimmungen von Art. 4 des Gesetzes vom 9. August 1921 bezw. von Art. 6 des Gesetzes vom 29. Juli 1930 sind auf die in Art. 1 für die Mitglieder des Lehrpersonals der Primär- und der Oberprimärschulen und die Agenten der verstaatlichten Lokalpolizei vorgesehenen Zulagen anwendbar.

**Art. 3.** Vom 1. Januar 1938 ab sind die Kinderzulagen festgesetzt wie folgt:

auf 150 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für ein weniger als 19 volle Jahre alte Kind,

auf 174 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das zweite weniger als 19 volle Jahre alte Kind,

auf 198 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das dritte weniger als 19 volle Jahre alte Kind,

auf 222 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das vierte weniger als 19 volle Jahre alte Kind.

auf 246 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das fünfte weniger als 19 volle Jahre alte Kind,

270 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 6<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

294 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 7<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis,

318 fr. par an, correspondant à un nombre-indice de 100 points, pour le 8<sup>e</sup> enfant, âgé de moins de 19 ans accomplis, et ainsi de suite.

La disposition concernant le relèvement de la limite d'âge profitera aux enfants qui ont atteint l'âge de 18 ans dans le courant de l'année 1937.

**Art. 4.** Un crédit non limitatif de 5.194.300 fr. est ouvert au Gouvernement pour les dépenses prévues à l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Il est, en outre, mis à la disposition du Gouvernement :

1<sup>o</sup> Un crédit de 135.000 resp. de 65.000 fr., pour le mettre à même d'accorder la même indemnité au personnel ouvrier du Service technique de l'administration des Postes et des Télégraphes et aux chefs-cantoniers de l'Etat.

2<sup>o</sup> Un crédit de 200.000 fr., pour lui permettre d'accorder une indemnité supplémentaire aux stagiaires des différentes administrations de l'Etat.

3<sup>o</sup> Un crédit de 50.000 fr., pour lui permettre d'accorder une indemnité supplémentaire aux employés temporaires occupés dans les différentes administrations de l'Etat.

4<sup>o</sup> Un crédit non limitatif de 750.000 fr., pour lui permettre d'accorder à des pensionnaires de l'Etat des suppléments de pension extraordinaires d'après les normes ci-après :

a) 170 fr. aux fonctionnaires en retraite, dont la pension de base, correspondant à un nombre-indice de 100 points, est inférieure à 2.670 fr., sans que la pension et le supplément réunis puissent dépasser le montant de 2.670 fr. ;

b) 145 fr. aux ministres des cultes en retraite, dont la pension de base, correspondant à un nombre-indice de 100 points, est inférieure à 2.645 fr., sans que la pension et le supplément réunis puissent dépasser le montant de 2.645 fr. ;

c) 125 fr. aux institutrices laïques en retraite, dont la pension de base, correspondant à un nombre-indice de 100 points, est inférieure à 2.125 fr., sans

auf 270 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das sechste weniger als 19 volle Jahre alte Kind,

auf 294 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das siebente weniger als 19 volle Jahre alte Kind,

auf 318 Fr. jährlich, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, für das achte weniger als 19 volle Jahre alte Kind, usw.

Die Bestimmung betreffend die Heraushebung der Altersgrenze ist auf die Kinder anwendbar, die das 18. Lebensjahr im Laufe des Jahres 1937 erreicht haben.

**Art. 4.** Ein unbeschränkter Kredit von 5.194.300 Fr. wird der Regierung für die in obigem Art. 1 vorgesehenen Ausgaben eröffnet.

Außerdem werden der Regierung zur Verfügung gestellt :

1. Ein Kredit von 135.000 bzw. 65.000 Fr., zwecks Bewilligung der gleichen Zulage an das Arbeiterpersonal des technischen Dienstes der Post- und Telegraphenverwaltung und an die Oberstaatswegewärter.

2. Ein Kredit von 200.000 Fr., um den Diätaren der verschiedenen Staatsverwaltungen eine Supplementarentschädigung zu gewähren.

3. Ein Kredit von 50.000 Fr., um den in den verschiedenen Staatsverwaltungen vorübergehend beschäftigten Angestellten eine Supplementarentschädigung zu gewähren.

4. Ein unbeschränkter Kredit von 750.000 Fr., zwecks Bewilligung von außerordentlichen Pensionszulagen an Staatspensionierte nach den nachstehenden Normen :

a) 170 Fr. für die pensionierten Beamten, deren Grundpension, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, sich auf weniger als 2.670 Fr. beläuft, ohne daß jedoch die Pension und die Zulage zusammen den Betrag von 2.670 Fr. überschreiten können ;

b) 145 Fr. für die pensionierten Kultusdiener, deren Grundpension, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, sich auf weniger als 2.645 Fr. beläuft, ohne jedoch daß die Pension und die Zulage zusammen den Betrag von 2.645 Fr. überschreiten können ;

c) 125 Fr. für die pensionierten weltlichen Lehrerinnen, deren Grundpension, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, sich auf weniger

que la pension et le supplément réunis puissent dépasser le montant de 2.125 fr. ;

d) 62,50 fr. aux institutrices religieuses en retraite, dont la pension de base, correspondant à un nombre-indice de 100 points, est inférieure à 1.062,50 fr., sans que la pension et le supplément réunis puissent dépasser le montant de 1.062,50 fr. ;

e) 85 fr. aux veuves jouissant d'une pension à charge de l'Etat, dont la pension de base, correspondant à un nombre-indice de 100 points, est inférieure à 1.585 fr., sans que la pension et le supplément réunis puissent dépasser le montant de 1.585 fr.

Pour la détermination des chiffres maximum indiqués aux lit. a) à c) ci-dessus, il sera ajouté à la pension le montant de tous les revenus imposables que le pensionnaire retire de l'exercice d'une profession ou d'une occupation rémunérée quelconque.

Les veuves bénéficiaires d'une double pension ne jouiront qu'une seule fois du supplément de pension prévu par la présente loi et seulement pour autant que les deux pensions réunies sont inférieures à la limite indiquée ci-dessus.

Les titulaires d'une pension de veuve et bénéficiaires d'une indemnité en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> de la présente loi ne jouiront pas du supplément prévu pour les veuves.

5<sup>o</sup> Un crédit de 40.000 fr., pour lui permettre d'allouer aux caporaux et hommes de la Compagnie de volontaires un supplément de solde dont le Gouvernement fixera le montant.

6<sup>o</sup> Un crédit non limitatif de 128.800 fr., pour lui permettre de prendre à charge de l'Etat 50% de la dépense résultant de l'allocation d'une indemnité similaire au personnel de l'Office des Assurances sociales, de la Caisse de pension des employés privés, du Comité central des Caisses de maladie et des Caisses régionales de maladie.

7<sup>o</sup> Un crédit de 105.700 fr., pour lui permettre d'allouer une indemnité de 100 fr. aux cantonniers de l'Etat.

**Art. 5.** Les crédits prévus à l'art. 4 qui précède sont rattachés au Budget des dépenses de 1938 sous les articles suivants :

*Art. 424bis.* — Indemnité à allouer aux fonction-

naires als 2.125 Fr. beläuft, ohne daß jedoch die Pension und die Zulage zusammen den Betrag von 2.125 Fr. überschreiten können;

d) 62,50 Fr. für die pensionierten Schulschwestern, deren Grundpension, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, sich auf weniger als 1.062,50 Fr. beläuft, ohne daß jedoch die Pension und die Zulage zusammen den Betrag von 1.062,50 Fr. überschreiten können;

e) 85 Fr. für die Witwen, die eine Pension zu Lasten des Staates beziehen, deren Grundpension, einer Indexziffer von 100 Punkten entsprechend, sich auf weniger als 1.585 Fr. beläuft, ohne daß jedoch die Pension und die Zulage zusammen den Betrag von 1.585 Fr. überschreiten können.

Für die Ermittlung der in den vorhergehenden lit. a) bis c) angegebenen Höchstziffern wird der Pension der Betrag aller besteuerbaren Einkommen beigelegt, die der Pensionierte aus der Ausübung eines Berufes oder einer bezahlten Beschäftigung bezieht.

Die Witwen, die eine doppelte Pension beziehen, erhalten die Zulage nur einmal und nur insofern als die beiden Pensionen zusammen unter der oben genannten Grenze bleiben.

Die Empfängerinnen einer Zulage gemäß Art. 1 gegenwärtigen Gesetzes, die gleichzeitig im Genuss einer Witwenpension sind, sind von der Zulage für die Witwen ausgeschlossen.

5. Ein Kredit von 40.000 Fr., um den Korporalen und den Mannschaften der Freiwilligenkompagnie eine Soldzulage zu bewilligen, deren Höhe von der Regierung festgesetzt wird.

6. Ein unbeschränkter Kredit von 128.800 Fr., um ihr zu ermöglichen, 50% der Ausgabe, herrührend aus der Bewilligung einer ähnlichen Zulage an das Personal der Sozialversicherungsanstalten, der Privatbeamtenpensionskasse, des Zentralausschusses der Krankenkassen und der Regionalkrankenkassen zu Lasten des Staates zu nehmen.

7. Ein Kredit von 105.700 Fr., um den Staatsgewerkschaften eine Zulage von 100 Fr. zu gewähren.

**Art. 5.** Die in vorhergehendem Art. 4 vorgesehenen Kredite werden dem Ausgabenbudget von 1938 unter folgenden Artikeln beigelegt:

*Art. 4 2 4bis.* — Zulagen für die Staatsbeamten,

naires de l'Etat, aux membres du personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures, aux membres de la gendarmerie et aux sous-officiers de la Compagnie de volontaires, aux agents de la police étatisée qui jouissent des traitements prévus par l'art. 40 de l'arrêté grand-ducal du 27 décembre 1930, aux ministres des cultes, ainsi qu'à d'autres agents, conformément à la loi du 27 juillet 1938.

(Crédit non limitatif) . . . . . 5.918.800 fr.

*Art. 42<sup>ter</sup>.* — Suppléments de pension à allouer en vertu de l'art. 4, 4<sup>o</sup> de la loi du 27 juillet 1938.

(Crédit non limitatif) . . . . . 750.000 fr.

**Art. 6.** Un crédit non limitatif de 500.000 fr. est ouvert au Gouvernement pour les dépenses prévues à l'art. 3 ci-dessus.

Ce crédit est à rattacher aux articles afférents du budget des dépenses de l'exercice 1938.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

**Charlotte.**

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.*

**Loi du 27 juillet 1938, ayant pour objet l'allocation de majorations gratuites aux pensionnaires de la Caisse de pension des employés privés pendant l'année 1938.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés en date du 22 juillet 1938 et celle du Conseil d'Etat en date du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour l'année 1938, les pensions de vieillesse et d'invalidité allouées en vertu de la loi du 29 janvier 1931 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des employés privés seront augmentées par l'allocation des majorations gratuites qui suivent :

die Mitglieder des Lehrpersonals der Primär- und der Oberprimärschulen, die Mitglieder der Gendarmerie und die Unteroffiziere der Freiwilligenkompanie, die Agenten der verstaatlichten Lokalpolizei, deren Gehälter gemäß Art. 40 des Großh. Beschlusses vom 27. Dezember 1930 festgesetzt sind, die Kultusdiener sowie für andere Agenten, in Gemäßheit des Gesetzes vom 27. Juli 1938.

(Unbeschränkter Kredit) . . . . . 5.918.800 Fr.

*Art. 42<sup>ter</sup>.* — Pensionszulagen in Gemäßheit des Art. 4, 4<sup>o</sup> des Gesetzes vom 27. Juli 1938.

(Unbeschränkter Kredit) . . . . . 750.000 Fr.

**Art. 6.** Ein unbeschränkter Kredit von 500.000 Fr. wird der Regierung eröffnet für die in obigem Art. 3 vorgesehenen Ausgaben.

Dieser Kredit ist den betreffenden Artikeln des Ausgabenbudgets von 1938 beizufügen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

**Charlotte.**

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
P. Dupong.*

**Gesetz vom 27. Juli 1938, betreffend die Gewährung von Sonderzuschüssen während des Jahres 1938 an die Pensionierten der Pensionskasse der Privatbeamten.**

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 22. Juli 1938, sowie derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monates, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und ordnen :

**Art. 1.** Während des Jahres 1938 werden die auf Grund des Gesetzes vom 29. Januar 1931 betr. die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten gewährten Alters- und Invaliditätspensionen durch folgende Sonderzuschüsse erhöht :

a) d'un montant uniforme de 600 fr. ;  
 b) d'une allocation de ménage de 200 fr. aux rentiers mariés ou titulaires d'un supplément pour charge de famille, à condition que le conjoint ne touche ni un traitement, ni une rente ou pension quelconque ;  
 c) d'un supplément en faveur des rentiers titulaires d'une pension d'invalidité ou de vieillesse en vertu de l'art. 50 de la loi du 29 janvier 1931 qui auront couvert auprès de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse plus de 1200 journées d'assurance valables au regard de l'application dudit art. 50. Ce supplément est fixé à 30 fr. pour chaque période entière de 300 journées d'assurance accomplie, au-delà des 1200 journées ci-dessus, auprès de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

**Art. 2.** Les titulaires d'une pension de survivant toucheront, la veuve les 2/3 et les enfants chacun 1/4 des allocations prévues sub a et c de l'article qui précède, sans que ces prestations puissent dépasser, dans leur ensemble, le montant total des prestations que l'assuré toucherait lui-même en vertu de ces dispositions.

Si le total des parts des survivants dépasse cette limite, elles seront réduites proportionnellement.

**Art. 3.** Les allocations ne seront dues qu'aux ressortissants luxembourgeois, à leurs survivants et aux catégories d'étrangers admises à ce bénéfice par décision du Gouvernement.

Elles ne seront accordées qu'aux bénéficiaires résidant sur le territoire luxembourgeois.

**Art. 4.** Les majorations gratuites ne seront payées que pour autant que le revenu global des bénéficiaires, les rentes et majorations comprises, ne dépassera pas le montant de 10.000 fr. pour les célibataires, veufs, veuves ou divorcés, et de 12.000 fr. pour les bénéficiaires mariés ou titulaires de suppléments d'enfants.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il sera tenu compte de tous les revenus de l'intéressé et de son conjoint non divorcé ni séparé de corps, quelles qu'en soient l'origine et la nature. La fraction de la pension convertie en capital et payée en espèces conformément à l'arrêté grand-ducal du 22 août 1936, pris en exécution de l'art. 110 de la loi du

a) einen einheitlichen Grundbetrag von 600 Fr. ;  
 b) eine Haushaltszulage von 200 Fr. für die Rentner, welche verheiratet sind oder einen Zuschuß für Familienlasten beziehen, unter der Bedingung jedoch, daß der andere Ehegatte weder ein Gehalt, noch irgend eine Rente oder Pension bezieht ;

c) einen Zuschuß zu Gunsten der Rentner, die eine Alters- oder Invaliditätspension gemäß Art. 50 des Gesetzes vom 29. Januar 1931 beziehen, wofern sie bei der Alters- und Invalidenversicherung mehr als 1.200 versicherte, nach genanntem Art. 50 gültige Tage, gedeckt haben. Dieser Zuschuß beträgt 30 Fr. für jede volle, bei der Alters- und Invalidenversicherung über die erwähnten 1.200 Tage hinaus gedeckte Periode von 300 versicherten Tagen.

**Art. 2.** Von den Beziehern einer Hinterbliebenenpension erhält die Witwe 2 Drittel und jedes Kind ein Viertel der unter a und c des vorhergehenden Artikels vorgesehenen Zuschüsse. Die Hinterbliebenenzuschüsse können jedoch insgesamt die Leistungen, die der Versicherte selbst auf Grund der gegenwärtigen Bestimmungen erhalten hätte, nicht übersteigen. Übersteigt der Gesamtbetrag der Hinterbliebenenanteile diese Grenze, so werden dieselben verhältnismäßig gekürzt.

**Art. 3.** Die Zuschüsse stehen nur den luxemburgischen Staatsangehörigen und deren Hinterbliebenen zu, sowie den Kategorien von Ausländern, die durch Regierungsbeschluß den Luxemburgern gleichgestellt werden. Diese Zuschüsse erhalten nur die Rentenbezieher, welche ihren Aufenthalt im Großherzogtum haben.

**Art. 4.** Die Sonderzuschüsse werden nur gewährt, insofern als das Gesamteinkommen der Berechtigten, einschließlich der Renten und Zuschüsse, bei ledigen, verwitweten und geschiedenen Beziehern, den Betrag von 10.000 Fr., und bei Verheirateten oder Beziehern von Kinderzulagen, den Betrag von 12.000 Fr. nicht übersteigt.

Zur Anwendung der vorstehenden Bestimmung werden alle Einkünfte des Interessenten herangezogen, gleich welcher Art oder Herkunft, sowie die seines Ehegatten, von dem er weder geschieden ist noch gerichtlich getrennt lebt.

Der Teil der Pension der durch den entsprechenden kapitalisierten Wert gemäß dem in Ausführung des

29 janvier 1931 entrera en ligne de compte tout comme si aucune capitalisation n'avait eu lieu.

**Art. 5.** Ne seront pas admis au bénéfice de la présente loi ceux qui exerceront une activité professionnelle, ainsi que les titulaires de toute pension ou indemnité viagère versée par l'Etat, les communes ou la Caisse des fonctionnaires et employés communaux, les chemins de fer ou un établissement public ou d'utilité publique, à l'exception des rentes sociales.

**Art. 6.** Les majorations gratuites ont pour but exclusif l'amélioration des conditions d'existence des ayants droit, et le comité-directeur de la Caisse de pension prendra les mesures appropriées pour éviter que les majorations ne soient détournées de ce but. Il pourra, le cas échéant, les supprimer.

Toute personne s'étant rendue coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir pour elle-même ou de procurer à autrui des prestations qui n'étaient pas dues, encourra les pénalités prévues à l'art. 102 de la loi du 29 janvier 1931.

**Art. 7.** Les allocations prévues par la présente loi seront liquidées et payées suivant les modalités en vigueur pour les pensions auxquelles elles se rattachent.

Elles ne pourront être ni cédées, ni mises en gage, ni saisies.

**Art. 8.** L'octroi, la réduction, la suspension ou le retrait des majorations gratuites seront prononcés par le comité-directeur par une décision motivée. Cette décision pourra être attaquée auprès du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale qui statuera en dernier ressort. Le recours motivé sera à présenter par écrit au Ministre dans les 40 jours de la notification de la décision attaquée.

**Art. 9.** Les dépenses résultant de l'exécution de la présente loi seront à charge de la Caisse de pension qui les prélèvera sur le fonds dont l'Etat a doté la Caisse en vertu de l'art. 117 de la loi du 29 janvier 1931.

Art. 110 des Gesetze vom 29. Januar 1931 erlassenen Großh. Beschluß vom 22. August 1936 ausbezahlt wurde, wird in Rechnung gestellt, genau wie wenn keine Kapitalisierung stattgefunden hätte.

**Art. 5.** Zu den Vorteilen des gegenwärtigen Gesetzes werden nicht zugelassen, diejenigen Rentner, die eine berufliche Tätigkeit ausüben, sowie die Bezieher jedweder Pension oder Lebensrente von Seiten des Staates, der Gemeinden oder der Fürsorgekasse der Gemeindebeamten und -Angestellten, der Eisenbahngesellschaften oder von Seiten eine Anstalt öffentlichen Nutzens, mit Ausnahme jedoch der sozialen Renten.

**Art. 6.** Zweck der Sonderzuschüsse ist, die Lebensbedingungen der Sozialrentner zu verbessern. Der Vorstand wird durch geeignete Maßnahmen verhindern, daß die Zuschüsse ihrem Zwecke entfremdet werden. Er kann dieselben gegebenenfalls einstellen.

Wer sich betrügerischer Machenschaften oder falscher Angaben schuldig macht, um sich selbst oder andern nicht geschuldete Leistungen zu verschaffen, wird mit den durch Art. 102 des Gesetzes vom 29. Januar 1931 vorgesehenen Strafen belegt.

**Art. 7** Die Anweisung und Auszahlung der im gegenwärtigen Gesetze vorgesehenen Zuwendungen geschieht auf die Art und Weise wie sie für die Pensionen auf die sie sich beziehen vorgesehen ist. Die Zuwendungen können weder übertragen, noch verpfändet, noch zum Pfand bestellt werden.

**Art. 8.** Die Gewährung, die Kürzung, das Ruhen oder die Entziehung der Sonderzuschüsse geschehen durch den Vorstand auf Grund eines begründeten Bescheides. Gegen diesen Bescheid kann Berufung eingelegt werden beim Minister der Arbeit und der sozialen Fürsorge, welcher in letzter Instanz entscheidet. Die begründete Beschwerde muß binnen 40 Tagen nach Zustellung des angefochtenen Bescheides schriftlich beim Minister der Arbeit und der sozialen Fürsorge vorgebracht werden.

**Art. 9.** Die aus der Anwendung dieses Gesetzes entstehenden Ausgaben sind zu Lasten der Pensionskasse, welche sie dem vom Staate gemäß Art. 117 des Gesetzes vom 29. Januar 1931 zugewiesenen Fonds entnehmen wird.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

**Charlotte.**

*Le Ministre du Travail  
et de la Prévoyance sociale,  
P. Krier.*

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1938.

**Charlotte.**

*Der Minister der Arbeit  
und der sozialen Fürsorge,  
P. Krier.*

Loi du 27 mai 1938, approuvant la Convention signée à Luxembourg, le 23 janvier 1937, concernant l'application du Traité d'extradition anglo-luxembourgeois du 24 novembre 1880 à certains protectorats britanniques, Etats sous protection britannique et territoires à l'égard desquels des mandats ont été acceptés par Sa Majesté Britannique.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 17 mai 1938 et celle du Conseil d'Etat du 20 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Article unique.** Est approuvée la Convention signée à Luxembourg, le 23 janvier 1937, concernant l'application du Traité d'extradition anglo-luxembourgeois du 24 novembre 1880 à certains protectorats britanniques, Etats sous protection britannique et territoires à l'égard desquels des mandats ont été acceptés par Sa Majesté Britannique.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 mai 1938.

**Charlotte.**

*Le Ministre des Affaires Etrangères,  
Jos. Bech.  
Le Ministre de la Justice,  
René Blum.*

Gesetz vom 27. Mai 1938, wodurch das in Luxemburg am 23. Januar 1937 unterzeichnete Abkommen betreffend Anwendung des englisch-luxemburgischen Auslieferungsvertrages vom 24. November 1880 auf gewisse britische Protectorate, Staaten unter britischem Schutz und britische Mandatsgebiete, genehmigt wird.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 17. Mai 1938 und derjenigen des Staatsrates vom 20. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben beschlossen und beschließen :

**Einziges Artikel.** Das in Luxemburg am 23. Januar 1937 unterzeichnete Abkommen betreffend Anwendung des englisch-luxemburgischen Auslieferungsvertrages vom 24. November 1880 auf gewisse britische Protectorate, Staaten unter britischem Schutz und britische Mandatsgebiete, ist genehmigt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. Mai 1938.

**Charlotte.**

*Der Außenminister,  
Jos. Bech.  
Der Justizminister,  
René Blum.*

(Suit le texte de la Convention.)

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse  
de Luxembourg,

et

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande  
et des Territoires Britanniques au-delà des Mers,  
Empereur des Indes,

Désireux de prendre des mesures supplémentaires  
en vue de l'extradition réciproque de criminels en  
fuite,

Ont résolu de conclure une Convention supplé-  
mentaire à cet effet et à cette fin ont désigné  
comme leurs plénipotentiaires :

*Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de  
Luxembourg :*

M. Joseph Bech, Grand-Croix de l'Ordre  
d'Adolphe de Nassau, Grand-Officier de l'Ordre  
de la Couronne de Chêne, etc., Son Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement ;

*Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande  
et des Territoires Britanniques au-delà des Mers,  
Empereur des Indes :*

pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

Sir Esmond Ovey, Chevalier-Commandeur de  
l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges,  
Membre de la 4<sup>me</sup> classe de l'Ordre Royal de  
Victoria, Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni-  
potentiaire près Son Altesse Royale la Grande-  
Duchesse de Luxembourg ;

pour le Commonwealth d'Australie :

Sir Esmond Ovey, Chevalier-Commandeur de  
l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges,  
Membre de la 4<sup>me</sup> classe de l'Ordre Royal de  
Victoria, Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni-  
potentiaire près Son Altesse Royale la Grande-  
Duchesse de Luxembourg ;

pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

Sir Esmond Ovey, Chevalier-Commandeur de  
l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges,  
Membre de la 4<sup>me</sup> classe de l'Ordre Royal de  
Victoria, Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni-  
potentiaire près Son Altesse Royale la Grande-  
Duchesse de Luxembourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins  
pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont  
convenus de ce qui suit :

Her Royal Highness the Grand Duchess of  
Luxembourg,

and

His Majesty the King of Great Britain, Ireland  
and the British Dominions beyond the Seas,  
Emperor of India,

Desiring to make further provision for the  
reciprocal extradition of fugitive criminals,

Have resolved to conclude a supplementary  
Convention for that purpose, and to that end have  
appointed as their plenipotentiaries :

*Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxem-  
burg :*

M. Joseph Bech, Grand-Cross of the Order of  
Adolph of Nassau, Grand-Officer of the Order of  
the Crown of Oak, etc., Her Minister of State,  
President of the Government ;

*His Majesty the King of Great Britain, Ireland  
and the British Dominions beyond the Seas, Emperor  
of India,*

for Great Britain and Northern Ireland :

Sir Esmond Ovey, Knight Commander of the  
Most Distinguished Order of Saint Michael and  
Saint George, Member of the Fourth Class of the  
Royal Victorian Order, Envoy Extraordinary and  
Minister Plenipotentiary to Her Royal Highness  
the Grand Duchess of Luxembourg ;

for the Commonwealth of Australia :

Sir Esmond Ovey, Knight Commander of the  
Most Distinguished Order of Saint Michael and  
Saint George, Member of the Fourth Class of the  
Royal Victorian Order, Envoy Extraordinary  
and Minister Plenipotentiary to Her Royal Highness  
the Grand Duchess of Luxembourg ;

for the Dominion of New Zealand :

Sir Esmond Ovey, Knight Commander of the  
Most Distinguished Order of Saint Michael and  
Saint George, Member of the Fourth Class of the  
Royal Victorian Order, Envoy Extraordinary and  
Minister Plenipotentiary to Her Royal Highness  
the Grand Duchess of Luxembourg.

Who, having communicated their full powers,  
found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1<sup>er</sup>.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de ce que les dispositions du Traité d'extradition conclu à Luxembourg, le 24 novembre 1880, s'appliqueront :

(1) aux protectorats britanniques suivants, qui sont administrés sous l'autorité du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à savoir : — Bechuanaland, Gambia, Kenya, Nigeria, Rhodésie du Nord, Territoires du Nord de la Côte d'Or, Nyasaland, Sierra Leone, Iles Salomon, Somaliland, Swaziland, Uganda, Zanzibar, et

(2) les Etats sous protection britannique, qui sont administrés sous la tutelle du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à savoir : — Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengannu, et Brunéi et

(3) les territoires suivants, à l'égard desquels des mandats ont été acceptés par Sa Majesté pour compte de la Société des Nations, à savoir : — Les Camerouns sous mandat britannique, Togoland sous mandat britannique, le Territoire de Tanganyika et la Palestine (comprenant la Transjordanie) (comme étant des territoires à l'égard desquels les mandats sont exercés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord), Nouvelle-Guinée (à l'égard de laquelle le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), Samoa occidental (à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande) et Nauru.

Si, après la signature de cette convention, il était jugé recommandable d'en étendre les dispositions à des protectorats britanniques ou des territoires sous protection britannique, autres que ceux mentionnés ci-dessus, les Hautes Parties Contractantes conviennent de ce que la Convention pourra être étendue moyennant un accord résultant d'un échange de notes entre les Gouvernements respectifs et qu'une telle extension prendra effet à partir de la date fixée dans les notes qui seront échangées à l'effet d'opérer l'extension.

Article 1.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the Extradition Treaty concluded at Luxembourg on the 24th November, 1880, shall apply to :

(1) the following British protectorates, which are administered under the authority of His Majesty's Government in the United Kingdom, viz : — Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate, Zanzibar, and

(2) The following British protected States, which are administered on the advice of His Majesty's Government in the United Kingdom, viz : — Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengannu and Brunei, and

(3) The following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Majesty, viz : — Camerouns under British mandate, Togoland under British mandate, the Tanganyika Territory and Palestine (including Transjordan) (being territories in respect of which the mandates are exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland), New Guinea (in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand), and Nauru.

If after the signature of this Convention it should be considered advisable to extend its provisions to any British protectorates or to any British-protected States, other than those mentioned, the High Contracting Parties agree that the Convention may be so extended by means of an agreement contained in an exchange of notes between the respective Governments and that such extension shall take effect from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

Article 2.

Les demandes d'extradition, en vertu de la présente convention, seront faites conformément aux stipulations du Traité du 24 novembre 1880, tout comme si les protectorats, Etats sous protection et territoires sous mandat énoncés étaient des possessions de Sa Majesté.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications en conformité avec les lois des Hautes Parties Contractantes, restera en vigueur aussi longtemps que le Traité d'extradition du 24 novembre 1880 et prendra fin en même temps que celui-ci.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en anglais et en français, à Luxembourg, le vingt-trois janvier de l'an de grâce mil neuf cent trente-sept.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,  
L. S. BECH

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord,  
L. S. ESMOND OVEY

Pour le Commonwealth d'Australie,  
L. S. ESMOND OVEY

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande,  
L. S. ESMOND OVEY

Article 2.

Requisitions for extradition under the present Convention shall be made in accordance with the provisions of the Treaty of the 24th November, 1880, and as if the said protectorates, protected States and mandated territories were possessions of His Majesty.

Article 3.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and shall remain in force so long as the Extradition Treaty of the 24th November, 1880, and shall lapse with the termination of that Treaty.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in English and French at Luxemburg the twenty-third of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty seven.

For the Grand Duchy of Luxemburg,  
L. S. BECH

For Great Britain and Northern Ireland,  
L. S. ESMOND OVEY

For the Commonwealth of Australia,  
L. S. ESMOND OVEY

For the Dominion of New Zealand,  
L. S. ESMOND OVEY

(La Convention ci-dessus a été ratifiée et l'échange des instruments de ratification a eu lieu à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 1938).

**Avis. — Enseignement supérieur et moyen.** — Une session ordinaire de l'examen de professeur resp. de maître de dessin aux établissements d'enseignement moyen prévu par l'arrêté grand-ducal du 18 août 1926, aura lieu au commencement de l'année scolaire prochaine.

Les demandes d'admission accompagnées des pièces justificatives et de la quittance de versement d'une somme de deux cents francs devront être adressées au Département de l'Instruction publique, pour le 10 septembre 1938 au plus tard. Les récipiendaires sont informés d'avance que le certificat de professeur, resp. de maître de dessin, ne leur confère aucun droit à une nomination à un poste dans l'enseignement public.

Quant au certificat de maître de dessin, il est renvoyé à la décision du 5 novembre 1936, portant que pour le recrutement du personnel chargé de l'enseignement du dessin dans les établissements d'enseignement moyen de l'Etat, le Gouvernement a décidé de donner à l'avenir la préférence à des candidats ayant subi l'examen de professeur de dessin (réservé aux détenteurs du diplôme de l'examen de maturité ou de l'examen de capacité délivré à un établissement d'enseignement moyen du pays). — 27 juillet 1938.

**Arrêté du 20 juillet 1938, concernant le remboursement à l'Etat des traitements payés aux gardes généraux, en 1937.**

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Vu l'art. 10 de la loi forestière du 7 avril 1909 ;

Attendu que les dépenses occasionnées par le payement des traitements aux gardes généraux, en 1937 s'élèvent à fr. 137.457,45 et que cette somme, déduction faite de la part incombant à l'Etat, au montant de fr. 10.436,97 est à répartir entre les communes et établissements publics, propriétaires de bois, dans la proportion du revenu cadastral des bois pour une moitié, et de leur étendue pour l'autre moitié ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Une somme de 137.457,45—10.436,97 = 127.020,48 fr. sera remboursée au Trésor, d'après la répartition ci-après, par les communes et établissements publics intéressés, entre les mains du receveur de l'enregistrement des cantons respectifs avant le 31 août prochain.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 20 juillet 1938.

*Le Ministre de l'Intérieur, a. i.,*  
**Jos. Bech.**

**Beschluß vom 20. Juli 1938, betr. die Rückzahlung an den Staat der Gehälter der Oberförster für das Jahr 1937.**

Der Minister des Innern,

Nach Einsicht des Art. 10 des Forstgesetzes vom 7. April 1909 ;

In Erwägung, daß die zur Zahlung der Gehälter der Oberförster während 1937 benötigten Ausgaben 137.457,45 Fr. betragen, und diese Summe, nach Abzug des dem Staat zu Last fallenden Anteils, im Betrage von 10.436,97 Fr. unter die waldbesitzenden Gemeinden und öffentlichen Anstalten, zur Hälfte nach dem Katastralbetrag der Waldungen und zur Hälfte nach deren Flächeninhalt zu verteilen sind ;

Beschließt:

**Art. 1.** Die Summe von 137.457,45—10.436,97 = 127.020,48 Fr. soll, nachstehender Verteilung gemäß, durch die beteiligten Gemeinden und öffentlichen Anstalten an die Staatskasse zu Händen der Einregistrierungs-Einnehmer der resp. Kantone, vor dem 31. August lft., zurückbezahlt werden.

**Art. 2.** Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, den 20. Juli 1938.

Der Minister des Innern a. i.,  
**Jos. Bech.**

*Etat de répartition entre les communes et établissements publics, propriétaires de bois, de la somme de 137.457,45 fr., liquidée en 1937, pour traitements des gardes généraux, déduction faite d'une somme de 10.436,97 fr. incombant à l'Etat.*

Noms des communes	sections et établissements publics propriétaires de bois	Contenance des bois administrés			Revenu cadastral fr.	Répartition à raison		Sommes totales à payer fr.
		ha.	a.	ca.		de la contenance des bois fr.	du revenu cadastral fr.	
1	2	3			4	5	6	7
Luxembourg.	La ville.....	624	53	30	17.484 46	1.351 35	1.658 01	3.009 36
	L'hospice.....		91	50	17 71	1 98	1 68	3 66
	Cessange.....	71	31	80	1.152 11	154 32	109 25	263 57
	Eich.....	3	87	20	90 75	8 38	8 61	16 99
	Gasperich.....	12	94	20	313 05	28 00	29 69	57 69
	Hamm.....	12	32	30	209 90	26 66	19 90	46 56
	Hollerich.....	17	43	61	548 18	37 74	51 98	89 72
	Totaux.....	743	33	91	19.816 16	1.608 43	1.879 12	3.487 55

*District de Luxembourg.*

<i>Capellen.</i>								
Bascharage.	Bascharage.....	111	03	70	1.624 41	240 26	154 05	394 31
	Hautcharage.....	157	03	20	3.925 74	339 78	372 27	712 05
	Linger.....	46	23	50	1.125 55	100 04	106 73	206 77
Clemency.	Clemency.....	273	67	50	10.452 74	592 18	991 21	1.583 39
	Fingig.....	50	16	30	2.562 83	108 54	243 03	351 57
	id. la fabrique .		64	80	19 44	1 40	1 84	3 24
Dippach.	Bettange.....	74	21	50	2.893 32	160 59	274 37	434 96
	Dippach.....	133	58	30	5.222 61	289 05	495 25	784 30
	Schouweiler.....	46	29	00	1.470 24	100 16	139 42	239 58
	Sprinkange.....	46	09	50	1.988 88	99 74	188 60	288 34
Garnich.	Dahlem.....	4	56	50	181 22	9 88	17 18	27 06
	Garnich.....	23	63	50	688 39	51 14	65 28	116 42
	Hivange.....	2	07	80	44 67	4 50	4 24	8 74
	Kahler.....	62	92	50	2.656 17	136 16	251 88	388 04
Hobscheid.	Eischen.....	290	21	70	8.949 02	627 97	848 61	1.476 58
	id. la fabrique .		85	70	15 18	1 85	1 44	3 29
	Hobscheid.....	285	64	43	8.269 49	618 07	784 18	1.402 25
Kehlen.	Dondelange.....	61	92	90	1.666 69	134 00	158 05	292 05
	Kehlen.....	75	63	00	1.961 01	163 65	185 96	349 61
	Keispelt-Meispelt ..	167	69	85	5.241 69	362 86	497 06	859 92
	Nospelt.....	75	32	80	1.870 59	162 99	177 39	340 38
	Olm.....	17	35	28	370 85	37 55	35 17	72 72
Kœrich.	Gœblange.....	59	21	20	1.496 58	128 12	141 92	270 04
	Gœtzange.....	57	14	40	1.374 68	123 65	130 36	254 01
	Kœrich.....	145	47	65	4.277 65	314 78	405 64	720 42

1	2	3			4	5	6	7
Kopstal.	Kopstal.....	257	73	28	7.452 85	557 68	706 74	1.264 42
Mamer.	Cap .....	9	05	00	228 50	19 58	21 67	41 25
	Capellen .....	20	37	60	285 27	44 09	27 05	71 14
	Holzem .....	47	13	00	968 68	101 98	91 86	193 84
	Mamer.....	308	21	40	7.163 10	666 91	679 26	1.346 17
	Mamer-Capellen...	6	14	50	235 56	13 30	22 34	35 64
Septfontaines.	Greisch .....	9	56	10	168 94	20 69	16 02	36 71
	Roodt.....	37	62	00	1.126 04	81 40	106 78	188 18
	Septfontaines.....	129	38	53	2.871 63	279 96	272 31	552 27
Steinfort.	Hagen .....	32	75	20	806 28	70 87	76 46	147 33
	Kleinbetingen.....	3	86	00	100 36	8 35	9 52	17 87
	Steinfort .....	25	68	30	733 22	55 58	69 47	125 05
	Totaux .....	3.156	17	42	92.490 07	6.829 30	8.770 61	15.599 91
<i>Esch-s.-Alz.</i>								
Bettembourg.	Abweiler .....	11	97	40	403 98	25 91	38 31	64 22
	Bettembourg.....	332	95	55	9.467 40	720 45	897 77	1.618 22
Differdange.	Differdange .....	268	21	40	7.253 24	580 36	687 81	1.268 17
	Niedercorn .....	93	47	40	2.179 14	202 26	206 64	408 90
	Obercorn.....	3	51	20	25 13	7 60	2 38	9 98
Dudelange.	Dudelange .....	377	60	68	9.080 68	817 06	861 10	1.678 16
Esch-s.-Alz.	Esch-s.-Alz. ....	128	97	70	3.096 32	279 08	293 62	572 70
Frisange.	Hellange la fabr. ...	3	95	50	98 88	8 56	9 38	17 94
Kayl.	Kayl .....	71	77	50	1.360 00	155 31	128 97	284 28
	Tétange.....	73	63	00	1.434 05	159 32	135 99	295 31
Leudelange.	Leudelange.....	240	99	62	6.763 84	521 46	641 40	1.162 06
	id. la fabrique..		11	70	0 70	0 25	0 07	0 32
Mondercange.	Mondercange.....	64	17	80	1.214 66	138 87	115 18	254 05
	Pontpierre .....	8	69	90	225 99	18 82	21 43	40 25
Pétange.	Lamadelaïne .....	29	86	70	605 30	64 63	57 40	122 03
	Pétange.....	49	29	20	1.355 10	106 66	128 50	235 16
	Rodange .....	37	35	20	1.233 50	80 82	116 97	197 79
Reckange.	Ehrlange .....	36	02	90	1.256 37	77 96	119 14	197 10
	Limpach .....	9	10	50	208 50	19 70	19 77	39 47
	Wickrange .....	9	07	20	334 61	19 63	31 73	51 36
Rœser.	Berchem .....	50	31	80	979 53	108 88	92 89	201 77
	Bivange .....	40	33	30	1.225 08	87 27	116 17	203 44
	Crauthem .....	63	55	50	2.627 64	137 52	249 17	386 69
	Livange.....		30	00	12 40	0 65	1 18	1 83
	Livange la chap. ...	2	15	10	44 25	4 65	4 20	8 85
	Peppange.....	42	65	00	1.153 81	72 29	109 41	201 70
	Rœser.....	48	47	00	1.593 35	104 88	151 09	255 97
Rumelange.	Rumelange .....	73	06	94	2.026 38	158 11	192.16	350 27
Sanem.	Belvaux .....	11	54	00	112 67	24 97	10 68	35 65
	Soleuvre .....	3	81	60	57 49	8 26	5 45	13 71

1	2	3			4	5	6	7
Schifflange.	Schifflange .....	36	86	29	1.051 87	79 74	99 74	179 48
	Totaux .....	2.223	84	58	58.481 86	4.811 93	5.545 70	10.357 63
<i>Luxembourg.</i>								
Bertrange.	Bertrange .....	303	68	90	6.548 13	657 12	620 94	1.278 06
Contern.	Contern .....	49	88	80	1.313 40	107 95	124 54	232 49
	Mutfort-Medingen ..	242	04	40	7.913 40	523 73	750 41	1.274 14
	Oetrange.....	7	10	30	303 07	15 37	28 74	44 11
Hesperange.	Alzingen ... ..	37	60	00	741 87	81 36	70 35	151 71
	Fentange .....	75	38	80	2.265 06	163 12	214 79	377 91
	Hesperange .....	40	48	58	1.196 25	87 60	113 44	201 04
	Itzig .....	183	49	05	5.104 39	397 03	484 04	881 07
Niederanven.	Ernster .....	86	91	60	1.467 57	188 07	139 17	327 24
	Niederanven.....	153	82	40	3.630 04	332 84	344 23	677 07
	Oberanven.....	70	16	08	1.604 31	151 81	152 13	303 94
	Senningen.....	65	79	75	2.614 60	142 37	247 94	390 31
Sandweiler. Schuttrange.	Sandweiler .....	207	05	81	6.219 56	448 03	589 79	1.037 82
	Münsbach-Uber- syren .....	96	10	30	1.799 92	207 95	170 68	378 63
	Münsbach-Schut- trange-Ubersyren.	47	78	30	1.451 54	103 39	137 65	241 04
	Schuttrange .....	69	43	60	1.899 75	150 24	180 15	330 39
Steinsel.	Heisdorf.....	29	54	14	673 25	63 92	63 84	127 76
	Steinsel .....	370	36	12	11.299 22	801 38	1.071 48	1.872 86
Strassen.	Strassen .....	405	46	40	12.874 13	877 34	1.220 82	2.098 16
Walferdange.	Bereldange .....	50	56	30	1.827 65	109 41	173 31	282 72
	Helmsange .....	110	75	20	2.337 41	239 64	221 65	461 29
	Walferdange.....	43	84	02	1.193 41	94 86	113 16	208 02
Weiler-la-Tour	Hassel .....	83	35	90	2.597 93	180 37	246 35	426 72
	id. la fabrique .	6	87	50	206 25	14 88	19 55	34 43
	Syren .....	39	14	30	1.188 82	84 70	112 73	197 43
	Weiler-la-Tour .....	12	30	70	369 21	26 66	35 03	61 69
	Totaux .....	2.888	97	70	80.640 14	6.251 14	7.646 91	13.898 05
<i>Mersch.</i>								
Berg.	Berg .....	54	13	90	1.713 78	117 15	162 51	279 66
	Colmar .....	31	78	50	993 35	68 78	94 20	162 98
Bissen.	Bissen .....	515	93	70	11.116 12	1.116 38	1.054 12	2.170 50
Boevange.	Boevange-s.-Att. ....	132	17	40	2.806 52	286 00	266 14	552 14
	Brouch .....	69	44	40	1.552 88	150 26	147 26	297 52
	Buschdorf.....	66	95	40	1.397 82	144 87	132 55	277 42
	Buschdorf la fabr. .		30	30	6 80	0 66	0 64	1 30

1	2	3			4	5	6	7
Fischbach.	Fischbach-Kœdingen	248	15	50	4.333 57	536 96	410 94	947 90
	Schoos.....	56	79	40	959 04	122 89	90 94	213 83
Heffingen.	Heffingen.....	69	76	86	1.123 28	150 96	106 52	257 48
	Reuland.....	45	19	90	924 73	97 80	87 69	185 49
Larochette.	Ernzen.....	39	91	60	701 88	86 37	66 56	152 93
	Larochette.....	51	67	02	962 64	111 80	91 28	203 08
	id. la fabrique .		15	50	1 80	0 34	0 17	0 51
	Meysenburg.....	38	59	90	658 28	83 52	62 42	145 94
Lintgen.	Lintgen.....	344	47	70	6.381 36	745 38	605 13	1.350 51
Lorentzweiler.	Blachette.....	65	19	50	1.409 37	141 07	133 65	274 72
	Bofferdange- Helmdange.....	138	31	50	2.545 70	299 28	241 40	540 68
	Hunsdorf.....	64	06	01	1.397 48	138 61	132 52	271 13
	Lorentzweiler.....	78	45	00	1.978 27	169 75	187 59	357 34
Mersch.	Beringen.....	157	99	80	3.598 52	341 87	341 24	683 11
	Mersch.....	483	68	92	11.889 48	1.046 60	1.127 45	2.174 05
	Moesdorf.....	157	90	10	3.700 29	341 66	350 89	692 55
	Reckange.....	132	12	80	4.317 82	285 90	409 45	695 35
	Rollingen.....	190	07	06	5.521 54	411 27	523 59	934 86
	Schœnfels.....	20	89	10	662 75	45 20	62 85	108 05
Nommern.	Cruchten.....	47	12	40	738 70	101 97	70 05	172 02
	Nommern.....	144	65	30	2.017 19	313 00	191 29	504 29
	id. le douaire ..	4	27	30	58 28	9 25	5 53	14 78
	Oberglabach.....	56	18	00	1.109 02	121 56	105 17	226 73
	Schroindweiler.....	136	51	80	1.986 28	295 40	188 35	483 75
Tuntange.	Hollenfels.....	65	79	70	1.469 28	142 37	139 33	281 70
	Tuntange.....	151	13	40	2.864 98	327 01	271 68	598 69
	Totaux.....	3.859	84	67	82.898 80	8.351 89	7.861 10	16.212 99

*District de Diekirch.*

<i>Clervaux.</i>								
Asselborn.	Asselborn, la cure .	1	81	20	14 50	3 92	1 38	5 30
	Boxhorn.....		05	35	0 66	0 12	0 06	0 18
Bœvange.	Donnange, la fabr. .	5	10	15	84 28	11 04	7 99	19 03
	Troine.....	2	15	90	31 18	4 67	2 96	7 63
	id. la fabrique..	1	79	00	10 79	3 87	1 02	4 89
Clervaux.	Clervaux.....	7	15	91	139 68	15 49	13 25	28 74
	Reuler, la chap. ...		87	30	22 70	1 89	2 15	4 04
	id. le douaire ...		40	40	7 96	0 87	0 75	1 62
	id. la fabrique..	3	87	80	76 48	8 39	7 25	15 64
Consthum.	Consthum, la fabr. .	15	52	34	159 15	33 59	15 09	48 68
	id. le douaire ..		12	50	1 00	0 27	0 09	0 36
	Holtzthum, la fabr. .		50	40	13 45	1 09	1 28	2 37

1	2	3		4	5	6	7	
Hachiville.	Hachiville .....	3	36	20	28 47	7 27	2 70	9 97
	id. la fabrique..	5	60	50	33 64	12 13	3 19	15 32
Heinerscheid.	Fischbach, la chap...	2	04	80	30 36	4 43	2 88	7 31
	Heinerscheid, la fabr.	1	85	10	39 16	4 01	3 71	7 72
	Hupperdange .....	111	14	20	1.224 51	240 49	116 12	356 61
	id. la fabrique .		25	70	2 06	0 56	0 20	0 76
Hosingen.	Hosingen .....	272	82	60	4.963 05	590 34	470 63	1.060 97
	Untereisenbach, la f.		30	60	2 45	0 66	0 23	0 89
Munshausen.	Drauffelt .....	4	58	00	16 14	9 91	1 53	11 44
	Munshausen .....		04	60	0 46	0 10	0 04	0 14
Troisvierges.	Basbellain, fabr. ..	11	60	00	116 00	25 10	11 00	36 10
	Hautbellain, chap. .	6	74	30	65 88	14 59	6 25	20 84
	Wilwerdange, fabr..	32	03	70	211 87	69 32	20 09	89 41
Weiswampach.	Holler.....	1	54	43	12 73	3 34	1 21	4 55
	Weiswampach.....	45	63	00	688 91	98 74	65 34	164 08
	Totaux .....	538	95	98	7.997 52	1.166 20	758 39	1.924 59
<i>Diekirch.</i>								
Bastendorf.	Bastendorf .....	202	54	60	6.027 68	438 27	571 59	1.009 86
	id. la fabrique..	4	91	10	146 04	10 63	13 85	24 48
	Brandenbourg.....	14	68	30	135 66	31 77	12 86	44 63
	id. la fabrique..	30	97	60	671 68	67 03	63 69	130 72
	Tandel.....	25	71	90	637 74	55 65	60 48	116 13
	id. la fabrique..		59	80	15 15	1 29	1 44	2 73
Bettendorf.	Bettendorf.....	102	42	42	2.573 23	221 62	244 01	465 63
	Gilsdorf.....	119	07	90	1.967 63	257 66	186 59	444 25
	id. la fabrique..		29	20	7 01	0 63	0 60	1 23
	Mœstroff .....	30	59	30	622 44	66 20	59 02	125 22
Bourscheid.	Bourscheid, la fabr.	3	14	10	87 68	6 80	8 31	15 11
	Kehmen, la fabr. .		98	70	19 74	2 14	1 87	4 01
	Michelau .....	1	61	20	9 04	3 49	0 86	4 35
	id. la fabrique..		31	20	8 89	0 68	0 84	1 52
	Scheidel .....		62	50	18 43	1 35	1 75	3 10
	id. la fabrique..		79	60	27 06	1 72	2 57	4 29
	Welscheid, la fabr..	2	35	00	35 98	5 08	3 41	8 49
Diekirch.	Diekirch.....	385	18	85	14.378 96	833 47	1.363 52	2.196 99
	id. la fabrique .	1	07	40	26 58	2 32	2 52	4 48
Ermsdorf.	Eppeldorf .....	21	56	30	219 30	46 66	20 80	67 46
	id. la fabrique..	4	81	70	93 96	10 42	8 91	19 33
	id. l'école .....	4	86	40	48 64	10 52	4 61	15 13
	Ermsdorf .....	58	27	10	1.047 39	126 09	99 32	225 41
	id. la fabrique..		04	30	0 52	0 09	0 05	0 14
	Folkendange .....	47	97	70	867 99	103 81	82 31	186 12
	id. la fabrique..		18	30	2 20	0 40	0 21	0 61

1	2	3			4	5	6	7
Ermsdorf.	Stegen.....	167	11	96	3.250 79	361 61	308 26	669 87
Erpeldange.	Erpeldange.....	1	71	60	3 43	3 71	0 33	4 04
	Ingeldorf.....	67	76	50	1.806 36	146 63	171 29	317 92
	Burden, la fabr. ..	41	33	88	1.210 14	89 45	114 75	204 20
Ettelbruck.	Ettelbruck .....	141	34	00	4.156 01	305 83	394 10	699 93
	Grentzingen .....	2	09	00	58 57	4 52	5 55	10 07
	Warken.....		53	00	19 61	1 15	1 86	3 01
Feuilen.	Niederfeulen.....	1	42	90	19 07	3 09	1 81	4 90
	Ober- et Niederfeulen	3	17	35	71 26	6 87	6 76	13 63
	Oberfeulen.....	1	73	40	24 28	3 75	2 30	6 05
	id. la fabrique..	7	25	00	200 31	15 69	18 99	34 68
Hoscheid.	Hoscheid.....	3	70	00	11 98	8 01	1 14	9 15
	id. la fabrique....	7	85	20	77 46	16 99	7 35	24 34
Medernach.	Medernach .....	375	01	68	8.546 15	811 46	810 41	1.621 87
Mertzig.	Mertzig .....	92	71	72	2.093 58	200 62	198 53	399 15
Reisdorf.	Biegelbach.....	53	90	00	1.182 12	116 63	112 10	228 73
	Hoesdorf.....	68	71	50	1.563 00	148 68	148 22	296 90
Schieren.	Reisdorf.....	170	30	48	2.773 33	368 50	262 99	631 49
	Schieren.....	307	44	20	6.457 68	665 24	612 44	1.277 68
	id. la fabrique..	3	34	40	84 08	7 23	7 97	15 20
	Totaux .....	2.584	10	24	63.305 83	5.591 45	6.003 14	11.594 59
<i>Rédange.</i>								
Arsdorf.	Arsdorf .....	24	38	30	567 32	52 76	53 80	106 56
	id. la fabrique..		78	40	13 33	1 70	1 26	2 96
	Bilsdorf.....	7	25	40	186 67	15 70	17 70	33 40
Beckerich.	Beckerich.....	51	37	75	985 87	111 17	93 47	204 64
	Elvange-Hovelange.	107	65	90	2.498 00	232 95	236 88	469 83
	Noerdange.....	16	04	60	239 34	34 72	22 70	57 42
	Oberpallen, la fabr..		65	90	22 41	1 43	2 13	3 56
Bettborn.	Schweich .....	92	32	90	2.303 45	199 78	218 43	418 21
	Bettborn, la fabr. .		12	40	2 30	0 27	0 22	0 49
	Pratz .....	162	26	80	2.068 39	351 11	196 14	547 25
Bigonville.	Reimberg .....	71	84	00	949 50	155 45	90 04	245 49
	Bigonville .....	173	31	70	2.582 69	375 02	244 91	619 93
	id. la fabr. ....	6	13	70	107 53	13 28	10 20	23 48
Ell.	Ell .....	56	73	00	1.135 11	122 75	107 64	230 39
	id. la fabrique..	5	06	90	137 62	10 97	13 05	24 02
	Petit-Nobressart....	39	55	30	827 21	85 58	78 44	164 02
	id. la fabrique..		56	90	4 55	1 23	0 43	1 66
Folchette.	Roodt.....	75	38	04	1.426 02	163 11	135 23	298 34
	id. la fabrique..	4	24	50	27 00	9 19	2 56	11 75
	Folchette .....	59	17	88	1.051 08	128 05	99 67	227 72
	id. la fabrique..		60	90	3 85	1 32	0 37	1 69

1	2	3		4	5	6	7	
Folschette.	Hostert .....	67	83	30	1.327 41	146 78	125 88	272 66
	id. la chapelle ..		40	30	9 11	0 87	0 86	1 73
	id. la cure.....		95	40	6 56	2 06	0 62	2 68
	Rambrouch .....	93	46	34	1.792 18	202 24	169 95	372 19
Grosbous.	Dellen, la chapelle		53	90	13 21	1 17	1 25	2 42
	Grosbous .....	153	58	40	3.011 30	332 32	285 55	617 87
	id. la fabrique..	9	28	00	119 63	20 08	11 34	31 42
Perlé.	Holtz.....	136	04	60	2.448 41	294 37	232 18	526 55
	id. la fabrique..	3	71	80	46 94	8 04	4 45	12 49
	Perlé .....	158	11	90	2.772 92	342 14	262 95	605 09
	id. la fabrique..		46	90	11 26	1 01	1 07	2 08
Rédange	Wolvelange, la fabr..		14	10	4 51	0 31	0 43	0 74
	Nagem, la fabrique .	1	68	20	23 38	3 64	2 22	5 86
	Niederpallen .....	35	80	30	486 31	77 47	46 12	123 59
	Ospern, la fabrique.	3	74	63	106 05	8 11	10 06	18 17
	Rédange .....	101	91	80	2.565 24	220 53	243 26	463 79
	id. la fabrique..		38	30	11 49	0 83	1 09	1 92
Saeul.	Reichlange .....	12	26	14	382 61	26 53	36 28	62 81
	Calmus .....	82	20	00	2.359 33	177 86	223 73	401 59
	Ehner .....	3	02	20	108 74	6 54	10 31	16 85
	Saeul .....	121	95	10	3.913 54	263 88	371 11	634 99
	Schwebach .....	29	09	80	727 50	62 96	68 99	131 95
Useldange.	Everlange .....	24	32	60	606 41	52 64	57 50	110 14
	Rippweiler.....	35	47	60	934 88	76 76	88 65	165 41
	Schandel, la chap...		01	04	0 26	0 02	0 02	0 04
Vichten.	Michelbuch, la fabr.	3	59	70	113 95	7 78	10 81	18 59
	id. la fondation ..	4	03	50	106 21	8 73	10 07	18 80
	Vichten .....		47	80	16 73	1 03	1 59	2 62
	id. la fabrique..		97	90	30 71	2 12	2 91	5 03
Wahl.	id. le bur. de bienf.		27	70	6 37	0 60	0 60	1 20
	Buschrodt.....	121	11	10	2.643 50	262 06	250 68	512 74
	Grevels .....		9	50	0 95	0 21	0 09	0 30
	Kuborn, l'école ...		53	10	10 08	1 15	0 96	2 11
	Rindschleiden, la cure	1	24	50	9 81	2 70	0 93	3 63
	Wahl. ....	42	79	40	1.261 84	92 58	119 65	212 23
	Totaux .....	.2207	08	02	45.128 57	4.775 66	4.279 43	9.055 09
<i>Vianden.</i>								
Fouhren.	Bettel .....	66	37	10	1.881 19	143 62	178 39	322 01
	Fouhren .....	35	42	80	1.015 28	76 66	96 28	172 94
Putscheid.	Bivels .....	4	66	40	9 33	10 09	0 88	10 97
	Merscheid, la fabr...	1	82	50	17 71	3 95	1 68	5 63
	Putscheid .....		41	80	0 84	0 90	0 08	0 98
Vianden.	Vianden .....	288	33	70	4.873 04	623 90	462 10	1.086 00

1	2	3			4	5	6	7
Vianden.	Vianden, la fabrique	10	67	26	253 99	23 09	24 08	47 17
	Totaux .....	407	71	56	8.051 38	882 21	763 49	1.645 70
<i>Wiltz.</i>								
Boulaide.	Baschleiden .....	44	65	80	837 56	9663	79 42	176 05
	Boulaide .....	11	08	90	66 17	23 99	6 27	30 26
	Surré .....	62	89	80	858 98	136 10	81 46	217 56
	id. le douaire ...	2	28	90	38 88	4 95	3 69	8 64
Esch-s.-Sûre.	Esch-s.-S., la fabr..		14	50	1 16	0 31	0 11	0 42
Goesdorf.	Goesdorf .....	1	17	56	6 83	2 54	0 65	3 19
	id. la fabrique...	5	98	60	101 91	12 95	9 67	22 62
	Nocher, la chapelle	3	89	90	59 83	8 44	5 67	14 11
	id. le bur. de bienf.		54	40	11 69	1 18	1 11	2 29
Harlange.	Harlange.....	284	66	59	4.083 33	615 96	387 21	1.003 17
	id. le douaire ...	1	52	10	24 11	3 29	2 29	5 58
	id. la fabrique...		52	60	7 62	1 14	0 72	1.86
	Tarchamps, la fabr.	11	39	08	153 95	24 65	14 60	39 25
	id. la cure.....	7	37	40	116 18	15 96	11 02	26 98
Heiderscheid.	Heiderscheid, la fabr.	1	48	80	39 90	3 22	3 78	7 00
	Tadler, la chapelle .	10	89	00	239 58	23 56	22 72	46 28
Kautenbach.	Kautenbach, la fabr.	34	82	74	528 89	75 36	50 15	125 51
	id. l'école .....	2	91	00	46 88	6 30	4 45	10 75
	Merkholtz, la fabr..	6	41	60	87 60	13 88	8 31	22 19
Mecher.	Bavigne .....	3	27	10	17 99	7 08	1 71	8 79
	id. la fabrique...		87	40	8 33	1 89	0 79	2 68
	Dunkrodt, la fabr..		36	80	9 25	0 80	0 88	1 68
	Kaundorf, la fabr.	12	59	45	204 14	27 25	19 36	46 61
	Liefrange .....		40	70	2 85	0 88	0 27	1 15
	id. la chapelle ...		82	40	8 35	1 78	0 79	2 57
Neunhausen.	Insenborn .....		9	70	0 77	0 21	0 07	0 28
Oberwampach.	Brachtenbach, fabr.	5	19	40	96 76	11 24	9 18	20 42
	Derenbach .....		74	80	5 31	1 62	0 50	2 12
	Oberwampach, cure		61	50	4 68	1 33	0 44	1 77
Wiltz.	Roullingen.....		21	00	1 52	0 45	0 14	0 59
	Niederwiltz la fabr..		90	00	21 60	1 95	2 05	4 00
	Wiltz .....	287	31	50	7.935 77	621 69	752 53	1.374 22
	id. l'hospice ...	5	72	80	82 39	12 39	7 81	20 20
Wilwerwiltz.	Enscherange, chap..		38	00	6 46	0 82	0 61	1 43
	Wilwerwiltz.....		66	30	5 37	1 43	0 51	1 94
	id. la chapelle .	3	01	60	20 35	6 53	1 93	8 46
Winseler.	Nertrange, la fabr.	3	06	70	46 34	6 64	4 40	11 04
	Winseler, la fabr..	16	05	90	290 72	34 75	27 56	62 31
	Totaux .....	837	02	32	16.080 00	1.811 14	1.524 83	3.335 97

		1	2	3	4	5	6	7				
<i>District de Grevenmacher.</i>												
<i>Echternach.</i>												
Beaufort.	Beaufort .....	255	49	97	4.699	55	552	85	445	65	998	50
	Dillingen.....	62	43	60	1.490	19	135	10	141	31	276	41
Bech.	Bech .....	208	06	20	4.119	43	450	20	390	64	840	84
	Hemsthal-Zittig....	38	19	30	715	46	82	64	67	85	150	49
	Hemsthal, le douaire	7	85	50	65	67	17	00	6	23	23	23
	Hersberg-Altrier ...	73	17	60	1.563	40	158	34	148	25	306	59
	Rippich.....	23	91	80	668	94	51	75	63	43	115	18
Berdorf.	Berdorf .....	633	42	24	10.868	06	1.370	59	1.030	59	2.401	18
Consdorf.	Buisweiler.....	132	89	80	2.030	92	287	56	192	59	480	15
	Consdorf .....	386	99	20	6.534	00	837	37	619	60	1.456	97
	Scheidgen .....	91	64	50	1.622	83	198	30	153	89	352	19
Echternach.	Echternach.....	595	77	60	11.724	69	1.289	13	1.111	82	2.400	95
	id. la fabrique..	1	09	25	31	50	2	36	2	99	5	35
	id. l'hospice ...	88	47	83	2.066	35	191	45	195	95	387	40
Mompach.	Born .....	49	18	30	1.054	84	106	42	100	03	206	45
	Herborn .....	389	29	40	5.093	07	842	35	482	96	1.325	31
	Mersdorf .....	72	24	10	969	68	156	31	91	95	248	26
	Mompach.....	115	57	20	1.226	28	250	07	116	29	366	36
Rosport.	Dickweiler .....	88	61	50	1.297	94	191	74	123	08	314	82
	Girst.....	42	46	92	627	87	91	89	59	54	151	43
	Hinkel.....	41	56	40	483	29	89	94	45	83	135	77
	Osweler .....	173	76	80	3.135	98	376	00	297	38	673	38
	Rosport.....	141	20	70	1.937	45	305	54	183	72	489	26
	Steinheim .....	84	84	00	2.135	59	183	58	202	51	386	09
Waldbillig.	Christnach .....	81	78	08	1.545	78	176	96	146	58	323	54
	Haller.....	32	46	00	600	14	70	24	56	91	127	15
	Mullerthal.....	8	32	40	141	75	18	01	13	44	31	45
	Waldbillig.....	51	89	90	972	95	112	31	92	26	204	57
	Totaux .....	3.972	66	09	69.423	60	8.596	00	6.583	27	15.179	27
<i>Grevenmacher.</i>												
Betzdorf.	Berg .....	169	70	90	2.391	53	367	21	226	78	593	99
	Betzdorf .....	101	41	10	1.477	74	219	43	140	13	359	56
	Mensdorf.....	168	43	50	3.860	71	364	46	366	10	730	56
	Olingen .....	229	29	60	5.174	40	496	15	490	68	986	83
	Roodt.....	77	66	30	1.477	80	168	05	140	14	308	19
Biwer.	Biwer .....	186	99	40	2.172	05	404	62	205	97	610	59
	Boudler.....	53	13	10	595	35	114	96	56	46	171	42
	Brouch .....	4	19	70	130	11	9	08	12	34	21	42
	Hagelsdorf.....	67	13	46	912	47	145	27	86	53	231	80

1	2	3	4	5	6	7		
Biwer.	Wecker .....	100	75	90	1.009 78	218 02	95 76	313 78
	Weidig .....	9	22	00	112 48	19 95	10 67	30 62
Flaxweiler.	Beyren. ....	49	44	30	1.672 15	106 98	158 57	265 55
	Flaxweiler .....	238	72	45	6.630 65	516 55	628 77	1.145 32
	Gostingen .....	177	57	00	3.209 79	384 22	304 38	688 60
	Niederdonven .....	47	24	20	661 39	102 22	62 72	164 94
	Oberdonven .....	146	77	70	3.389 95	317 59	321 46	639 05
Grevenmacher.	Grevenmacher .....	666	55	70	7.950 64	1.442 29	753 94	2.196 23
Junglinster.	Bourglinster .....	29	71	00	570 20	64 29	54 07	118 36
	Eisenborn .....	65	79	20	1.852 85	142 36	175 70	318 06
Manternach.	Junglinster.....		17	80	8 54	0 39	0 81	1 20
	Berbourg .....	89	44	10	1.258 41	193 53	119 33	312 86
	Lellig.....	114	45	70	1.100 24	247 66	104 33	351 99
	Manternach .....	109	04	02	1.055 06	235 94	100 05	335 99
Mertert.	Munchecker.....	33	19	65	305 57	71 83	28 98	100 81
	Mertert .....	231	52	20	3.347 51	500 96	317 44	818 40
Rodenbourg.	Wasserbillig .....	71	75	20	932 78	155 26	88 45	243 71
	Beidweiler .....	103	93	50	1.684 49	224 89	159 74	384 63
	Eschweiler .....	105	48	50	2.215 18	228 25	210 06	438 31
	Gonderange.....		59	50	41 64	1 29	3 95	5 24
Wormeldange.	Rodenbourg .....	82	91	50	1.389 39	179 41	131 75	311 16
	Ahn .....	141	44	90	3.014 74	306 07	285 88	591 95
	Ehnen .....	78	41	70	2.405 23	169 68	228 08	397 76
	Machtum .....	35	29	30	770 53	76 37	73 07	149 44
	Wormeldange.....	163	67	20	3.535 99	354 15	335 28	689 43
	Totaux .....	3.951	11	28	68.317 34	8.549 38	6.478 37	15.027 75
<i>Remich.</i>								
Bous.	Bous .....	109	46	80	1.565 39	236 87	148 44	385 31
	Erpeldange.....	68	27	80	1.787 82	147 74	169 53	317 27
	Rolling-Assel.....	63	07	70	1.733 32	136 49	164 37	300 86
Burmerange.	Elvange .....	59	86	80	1.829 82	129 54	173 52	303 06
Dalheim.	Dalheim .....	225	10	00	9.879 00	487 07	936 80	1.423 87
	id. la fabrique....		79	00	42 66	1 71	4 05	5 76
	Filsdorf .....	86	05	10	3.808 36	186 20	361 14	547 34
	Welfrange.....	76	06	60	3.291 02	164 59	312 08	476 67
Lenningen.	Canach .....	337	50	21	5.548 78	730 28	526 18	1.256 46
	Lenningen. ....	152	47	20	2.135 22	329 92	202 48	532 40
Mondorf.	Altwies.....	20	82	90	393 49	45 07	37 31	82 38
	Ellange .....	29	48	60	879 47	63 80	83 40	147 20
	id. la fabrique..	3	43	80	89 28	7 44	8 47	15 91
Remerschen.	Mondorf .....	47	17	80	989 17	102 08	93 80	195 88
	Remerschen .....	85	16	30	1.201 48	184 27	113 93	298 20
	Schengen .....	61	05	20	1.047 06	132 10	99 29	231 39

1	2	3			4		5		6	7		
Remerschen.	Wintrange .....	86	51	70	2.401	59	187	20	227	74	414	94
Remich.	Remich. ....	111	98	60	3.164	06	242	31	300	04	542	35
Stadtbredimus.	Greiveldange.....	151	97	00	1.624	51	328	83	154	05	482	88
	Stadtbredimus.....	168	32	30	2.212	92	364	22	209	85	574	07
Waldbredimus.	Ersange et cons....	81	33	62	2.676	16	175	99	253	77	429	76
Wellenstein.	Bech-Kleinmacher .	26	51	30	418	59	57	37	39	69	97	06
	Schwebsingen .....	34	26	70	833	06	74	15	79	00	153	15
	Wellenstein .....	106	19	30	2.714	88	229	78	257	44	487	22
Totaux .....		2.192	92	33	52.267	11	4.745	02	4.956	37	9.701	39

**RÉCAPITULATION.**

Luxembourg-ville.....	743	33	91	19.816	16	1.608	43	1.879	12	3.487	55	
Capellen .....	3.156	17	42	92.490	07	6.829	30	8.770	61	15.599	91	
Esch .....	2.223	84	58	58.481	86	4.811	93	5.545	70	10.357	63	
Luxembourg .....	2.888	97	70	80.640	14	6.251	14	7.646	91	13.898	05	
Mersch .....	3.859	84	67	82.898	80	8.351	89	7.861	10	16.212	99	
Clervaux.....	538	95	98	7.997	52	1.166	20	758	39	1.924	59	
Diekirch.....	2.584	10	24	63.305	83	5.591	45	6.003	14	11.594	59	
Rédange .....	2.207	08	02	45.128	57	4.775	66	4.279	43	9.055	09	
Vianden .....	407	71	56	8.051	38	882	21	763	49	1.645	70	
Wiltz .....	837	02	32	16.080	00	1.811	14	1.524	83	3.335	97	
Echternach.....	3.972	66	09	69.423	60	8.596	00	6.583	27	15.179	27	
Grevenmacher .....	3.951	11	28	68.317	34	8.549	38	6.478	37	15.027	75	
Remich .....	2.192	92	33	52.267	11	4.745	02	4.956	37	9.701	39	
		29.563	76	10	664.898	38	63.969	75	63.050	73	127.020	48
Domaines de l'Etat .....	2.199	36	87	59.877	04	4.758	97	5.678	00	10.436	97	
Totaux .....		31.763	12	97	724.775	42	68.728	72	68.728	73	137.457	45

**Kataster (Triangulationsarbeiten). — Mitteilung an das Publikum.**

Zur Vorbereitung der Triangulations- und Katastervermessungsarbeiten sind durch die staatlichen Organe Vermessungssteine gesetzt worden. Die eigenmächtige Entfernung, die Zerstörung oder Beschädigung dieser Steine ist verboten. Die Täter werden strafrechtlich verfolgt und für den angerichteten Schaden haftbar gemacht. Eigentümer, welche wünschen, daß die gesetzten Meßpunkte verlegt werden, müssen ihre diesbezüglichen Wünsche bei der Katasterverwaltung in Luxemburg vorbringen, die das Nötige veranlassen wird. — 28. Juli 1938.

**Arrêté du 27 juillet 1938, concernant les entrepôts fictifs pour huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires, brutes, ainsi que pour toluol ou toluène.**

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,*

Vu l'art. 4 de la Convention du 25 juillet 1921, établissant une union économique entre le Grand-Duché et la Belgique ;

Vu l'arrêté royal belge du 29 juin 1938, concernant les entrepôts fictifs pour huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires, brutes, ainsi que pour toluol ou toluène, paru au *Moniteur belge* du 6 juillet 1938, pages 4344 et 4345 ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

**Article unique.** L'arrêté royal belge précité du 29 juin 1938 sera publié au *Mémorial* pour être exécuté dans le Grand-Duché.

Luxembourg, le 27 juillet 1938.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.*

—

*Arrêté royal belge du 29 juin 1938 concernant les entrepôts fictifs pour huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires, brutes, ainsi que pour toluol ou toluène. — Décharge pour évaporation.*

*Léopold III, Roi des Belges,*

Vu la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts (1) ainsi que l'arrêté royal du 7 juillet 1847 (2) réglant l'exécution de cette loi ;

Vu les arrêtés du Ministre des Finances du 2 mars 1936 (3) et du 25 mars 1937 (4), rendant le régime de l'entrepôt fictif applicable, d'une part, aux huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires, brutes, d'autre part, au toluol ou toluène ;

Revu l'arrêté royal du 5 avril 1927, permettant, en ce qui concerne les essences (benzines) déposées en entrepôt fictif, d'exonérer des droits à concurrence d'un pourcentage déterminé, les manquants qui peuvent, du fait de l'évaporation, se produire sur les quantités ainsi entreposées ;

Considérant qu'il est équitable de rendre une telle exonération applicable aux entreposages susdits d'huiles de pétrole, etc., brutes, et de toluol ou toluène, tout en tenant compte du degré de volatilité de ces produits ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

*Art. 1<sup>er</sup>.* Sous les conditions à fixer par Notre Ministre des Finances, les manquants d'huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires, brutes et de toluol ou toluène, en entrepôt fictif, ne donnent ouverture au paiement des droits que pour les quantités dépassant :

0,25 p. c. des prises en charge aux comptes d'entrepôt, pour les huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires, brutes ;

0,50 p. c. des prises en charge aux comptes d'entrepôt pour le toluol ou toluène.

*Art. 2.* Le bénéfice de la tolérance prévue à l'art. 1<sup>er</sup> ne peut être accordé que pour les produits introduits dans les entrepôts fictifs par importation directe proprement dite, et qui y séjournent pendant au moins huit jours.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera mis en vigueur à partir du 15 juillet 1938.

(1) *Mémorial* 1922, n° 29bis, page 114. (2) *Mémorial* 1922, n° 29bis, page 122.

(3) *Mémorial* 1936, page 247. (4) *Mémorial* 1937, page 293.

Arrêté du 29 juillet 1938 portant modification de l'art. 6 de l'arrêté du 27 mai 1938, réglant les conditions de l'emprunt autorisé par la loi du 23 décembre 1935 (III<sup>e</sup> tranche).

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,*

Vu la loi du 23 décembre 1935, autorisant l'émission d'un emprunt de 98.240.000 fr. ;

Revu son arrêté du 27 mai 1938, réglant les conditions de l'emprunt autorisé par la loi précitée (III<sup>e</sup> tranche) ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'art. 6 de l'arrêté précité du 27 mai 1938 est modifié comme suit :

« Les obligations seront accompagnées de 34 coupons d'intérêts semestriels avec talon.

Après l'épuisement de cette feuille de coupons il sera remis au porteur, contre production du manteau de l'obligation et du talon, une nouvelle feuille de coupons ou, si le Gouvernement le juge utile, un nouveau titre, avec ou sans concordance de numéro. »

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juillet 1938.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
P. Dupong.*

Beschluß vom 29. Juli 1938, betr. Abänderung von Art. 6 des Beschlusses vom 27. Mai 1938, wodurch die Bedingungen der durch Gesetz vom 23. Dezember 1935 vorgesehenen Anleihe festgelegt werden. (3. Rate).

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,*

Nach Einsicht des Gesetzes vom 23. Dezember 1935, betr. Ermächtigung zur Ausgabe einer Anleihe von 98.240.000 Fr. ;

Nach Wiedereinsicht seines Beschlusses vom 27. Mai 1938, wodurch die Bedingungen der durch vorbenanntes Gesetz vorgesehenen Anleihe festgelegt werden (3. Rate) ;

Nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Beschließt :

**Art. 1.** Art. 6 vorbenannten Beschlusses vom 27. Mai 1938 ist abgeändert wie folgt :

„Den Obligationen werden 34 halbjährliche Zinscheine sowie ein Talon beigegeben.

Nach Einlösung des Zinscheinbogens, wird dem Inhaber gegen Vorzeigen des Titelblattes und des Talons ein neuer Zinscheinbogen ausgehändigt, oder wenn die Regierung es für nützlich erachtet ein neuer Titel mit derselben oder einer anderen Nummer.“

**Art. 2.** Dieser Beschluß wird im „Mémorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 29. Juli 1938.

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
P. Dupong.*

**Caisse d'épargne.** — *Déclaration de pertes de livrets.* — A la date des 4 et 21 juillet 1938, les livrets n<sup>os</sup> 340534 et 30271 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 26 juillet 1938.

— *Annulation de livrets perdus.* — Par décision de M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, en date du 4 juillet 1938, les livrets n<sup>os</sup> 167285, 34618, 330045 ont été annulés et remplacés par des nouveaux. — 19 juillet 1938.

**Avis. — Bourses d'études.**

**Bekanntmachung. — Studienbörſen.**

Les bourses d'études ci-après spécifiées sont      Folgende Studienbörſen ſind vom 1. Oktober 1938  
vacantes à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1938, savoir :      ab fällig:

Fondations.	Collateurs.	Études à faire.	Ayants droit.	Nombre des bourses vacantes.	Montant de chaque bourse.
<i>Augustin.</i>	a) pour les parents : L'Évêque, le Président du tribunal, le Bourgmestre de Luxembourg, b) pour les étudiants non parents : La Conférence des professeurs de l'Athénée.	Etudes à l'Athénée ou à tout autre établissement d'enseignement moyen du Grand-Duché.	a) Les parents ; b) Les jeunes Luxembourgeois.	2	820
<i>Bies.</i>	Le curé de Berdorf.	Etudes aux gymnases ; au Séminaire ; aux écoles normales ; à un établissement d'enseignement quelconque.	Les parents.	1	280
<i>Bingen.</i>	Les trois plus anciens professeurs de langues anciennes à l'Athénée.	Etudes en général.	Les descendants des trois sœurs du professeur Clomes.	1	440
<i>Biver.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique.	Etudes à l'École Normale d'instituteurs. Etudes à l'École Normale d'institutrices.	Elèves méritants. Elèves méritantes.	1 2	280 140
<i>Bodson.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique sur l'avis des Directeurs du gymnase et de l'école industrielle de Luxembourg.	Etudes en mathématiques.	Elèves étudiant les mathématiques.	1	400
<i>Th. Byrne.</i>	Les bourgmestre et échevins de Luxembourg.	Etudes à l'école normale d'institutrices.	Elèves de l'école normale d'institutrices, avec préférence pour les jeunes filles de la famille de la fondatrice.	1	350
<i>Clomes.</i>	Les trois plus anciens professeurs de langues anciennes à l'Athénée.	Etudes au gymnase ou à l'école industrielle de Luxembourg.	Les descendants des trois sœurs du fondateur.	1	800
<i>Forschler.</i>	M. Raymond de Waha.	Etudes à l'école normale d'institutrices.	Les parents ; les jeunes filles d'Echternach ; celles du pays.	1	900
<i>Hansen.</i>	Le Ministre de l'enseignement primaire.	Etudes aux écoles normales.	Les descendants des frères et sœurs du fondateur ; à leur défaut, d'autres élèves des écoles normales.	2	250

<i>Heyart.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique, sur proposition des directeurs des trois gymnases.	Langues anciennes aux gymnases, avec continuation éventuelle au Séminaire.	Les parents; les étudiants de la paroisse de Troisvierges.	1	430
<i>Huguenin.</i>	Le directeur et l'aumônier de l'Athénée.	Etudes à l'Athénée.	Les parents; les descendants de Jacques Friedrich et de Philippe Clemen de Luxembourg.	1	370
<i>Karels.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique, sur proposition des directeurs des trois gymnases.	Langues anciennes à l'Athénée, avec continuation aux universités.	a) Un élève de Wahl; b) un élève de la ville de Luxembourg.	1	1000
<i>Klein.</i>	L'Evêque de Luxembourg.	Etudes à l'Athénée, au séminaire, à l'université.	Les parents.	1	540
<i>Lamormaini.</i>	Le Directeur général de l'Instruction publique.	Etudes à l'université de Prague.	Les parents du fondateur et les étudiants originaires de l'ancien Duché de Luxembourg.	1	1.340 cour. tchéco- slov.
<i>Lesch-Weiler.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique, sur proposition des directeurs des trois gymnases.	Etudes aux gymnases avec continuation au Séminaire.	Les parents; les élèves méritants du pays.	1	380
<i>Leclerc.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique.	Etudes ou apprentissage à l'étranger dans la ferronnerie artistique ou la sculpture sur bois.	Les anciens élèves de l'école d'artisans de l'Etat.	1	500
<i>Lenger- Gengler.</i>	M. Alfred Lenger de Niederpallen.	Etudes à un des établissements d'enseignement moyen, à l'école normale, agricole ou d'artisans du Grand-Duché.	Les parents des deux sexes.	2	425
<i>Lippmann.</i>	Les bourgmestre et échevins de Luxembourg.	Etudes à l'Athénée.	Les élèves de l'Athénée.	1	800
<i>Malget.</i>	L'Evêque de Luxembourg; le curé de Bœvange (Clervaux.)	Etudes en général dans le pays et à l'étranger.	Les parents; les élèves méritants des paroisses de Bœvange, Pintsch, Marnach.	1	540
<i>Milius.</i>	La Commission provinciale des fondations des bourses d'études du Brabant à Bruxelles, sur présentation du Gouvernement luxembourgeois.	Etudes en philosophie, en théologie ou en droit.	Les étudiants du Grand-Duché de Luxembourg.	2	915 fr. b.
<i>Mullendorff.</i>	L'Evêque de Luxembourg.	Etudes gymnasiales à Diekirch.	Les élèves du gymnase de Diekirch.	2	160
<i>Pescatore.</i>	L'administration de la Ville de Luxembourg.	Etudes universitaires.	Les jeunes gens de la ville ayant fait de bonnes études à l'Athénée.	1	1350
<i>Rausch- Fendius.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique, les directeurs du gymnase, de l'école industrielle et du Lycée de Luxembourg entendus.	Etudes en général.	Les parents; les étudiants du pays.	1	600

<i>Reiff.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique.	Etudes en général.	Les parents.	1	260
<i>Servais.</i>	L'Evêque de Luxembourg.	Etudes en général.	Les parents.	1	250
<i>Seyler.</i>	Les bourgmestre et premier échevin de Luxembourg.	Etudes à l'Athénée.	Les parents.	1	200
<i>Stiff.</i>	Le collège échevinal de la ville de Luxembourg et le directeur de l'école d'artisans.	Etudes techniques à l'étranger.	L'élève qui, sorti de l'école d'artisans avec les meilleurs chiffres dans la construction de machines, continue ses études à l'étranger.	1	500
<i>Tassier.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique sur les propositions des directeurs du gymnase, de l'école industrielle et du Lycée de Luxembourg.	Etablissements d'enseignement moyen, y compris l'école d'artisans.	Les parents; les jeunes gens du pays.	1	220
<i>Tynner.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique sur les propositions des directeurs des trois gymnases.	Langues anciennes à nos gymnases avec continuation au Séminaire.	Les étudiants de la seigneurie de Hollenfels se destinant à la prétrise.	1	350
<i>Wilheim.</i>	Le Ministre de l'Instruction publique sur les propositions des directeurs des trois gymnases.	Langues anciennes à nos gymnases.	Les parents; les étudiants du pays.	1	220
<i>Witry</i>	Le Ministre de l'Instruction publique sur les propositions des directeurs du gymnase, de l'école industrielle et du Lycée de Luxembourg.	Etudes universitaires.	Etudiants du pays, de préférence ceux qui se destinent à l'enseignement.	1	500

Les prétendants à la jouissance de ces bourses sont invités à faire parvenir leurs demandes au département de l'instruction publique pour le 15 septembre prochain au plus tard.

Les demandes indiqueront: 1° le fondateur; 2° les nom, prénoms et domicile des postulants; 3° la qualité en laquelle ils sollicitent; 4° les études qu'ils comptent faire et l'établissement d'instruction qu'ils fréquentent ou qu'ils se proposent de fréquenter.

Les requêtes seront accompagnées du bulletin d'études de l'établissement que les postulants ont fréquentés en dernier lieu et de toutes les pièces propres à établir, soit la parenté avec l'auteur de la fondation, soit les autres titres donnant droit à la jouissance des bourses. Les postulants à titre de parenté sont tenus de joindre aux pièces prouvant leur filiation un crayon généalogique de leur famille. — 27 juillet 1938.

Die Bewerber um den Genuß dieser Börßen sind gebeten, ihre Gesuche vor dem 15. September künftighin an das Departement des öffentlichen Unterrichts einzusenden.

Die Gesuche müssen Angaben enthalten: 1. über den Namen des Stifters; 2. über Namen, Vornamen und Wohnsitz der Bewerber; 3. über die Eigenschaft, in welcher sie auftreten; 4. über die Studien, denen sie sich widmen, sowie über die Unterrichtsanstalt, welche sie besuchen oder zu besuchen beabsichtigen.

Den Gesuchen muß beigefügt werden: ein Studienzeugnis der Anstalt, welche die Bewerber an letzter besucht haben, sowie alle Belege, die entweder die Verwandtschaft mit dem Stifter dartun, oder irgendwelchen Anspruch auf den Genuß der Börßen begründen. Die auf Grund ihrer Verwandtschaft auftretenden Bewerber sollen den Belegstücken ihren Stammbaum beifügen. — 27. Juli 1938.

**Avis. — Timbre.** — Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur des actes civils à Luxembourg, le 7 mars 1938, vol. 109, art. 601, que la société anonyme « Samil », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 200 actions à raison de 500 francs chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 avril 1938, vol. 110, art. 749, que la société anonyme holding « Holpartindus », holding de participations industrielles, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 200 actions à 500 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mai 1938, vol. 110, art. 832, que la société anonyme holding « Assen », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 200 actions à 1.000 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mai 1938, que la société anonyme holding « Omnium Textile », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 40.000 actions à 1.000 fr. chacune, vol. 110, art. 833.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 4 mai 1938, vol. 110, art. 873, que la société anonyme « Fertaz », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 10 actions à 500 fr. suisses chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 4 mai 1938, vol. 110, art. 867, que la société anonyme holding « Etoile », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 9.000 actions à 90 fr. suisses chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 mai 1938, vol. 110, art. 890, que la société anonyme holding « Lagalux », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1.000 actions à 50 fr. belges chacune, n<sup>os</sup> 1 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur à Wiltz, le 5 mai 1938, vol. 50, art. 178, que la société anonyme holding « Compagnie de l'Hévéa », établie à Esch-s.-Sûre, a acquitté les droits de timbre à raison de 400 actions nouvelles à 1.000 francs chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 mai 1938, vol. 50, art. 179, que la société anonyme holding « Normandia », établie à Esch-s.-Sûre, a acquitté les droits de timbre à raison de 200 actions à 500 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 mai 1938, vol. 50, art. 180, que la société anonyme holding « Holding de Linthout », établie à Esch-s.-Sûre, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 500 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur des actes civils à Luxembourg, le 6 mai 1938, vol. 110, art. 906, que la société anonyme holding « Société de Gestion et de Participation « Sogeparfi », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 600 actions à 25 livres sterling chacune, n<sup>os</sup> 1 à 600.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 6 mai 1938, vol. 110, art. 905, que la société anonyme holding « Agram Investment Trust Co, S. A. », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions à 1.000 fr. chacune n<sup>os</sup> 1 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 6 mai 1938, vol. 110, art. 911, que la société anonyme « Medica Holding », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 50 obligations à 2000 livres sterling chacune, n<sup>os</sup> 1 à 50.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 6 mai 1938, vol. 110, art. 910, que la société anonyme « Oil and Shipping Company », anct. « Triana », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 750 actions nouvelles à 10 livres sterling chacune, n<sup>os</sup> 251 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 6 mai 1938, vol. 110, art. 907, que la société anonyme holding « Montaigne », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 600 actions nouvelles à 1.000 fr. suisses chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 6 mai 1938, vol. 110, art. 908, que la société anonyme « Le Thymol liquide », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions nouvelles à 1.000 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 7 mai 1938, vol. 110, art. 927, que la société anonyme « Société des Auto-Compresseurs « Pescara », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 3000 actions nouvelles à 50 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 11 mai 1938, vol. 110, art. 974, que la société anonyme holding « Société Holding Sogétram », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 500 actions à 100 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 500.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 11 mai 1938, vol. 110, art. 981, que la société anonyme holding « Sofip », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 18 mai 1938, vol. 110, art. 1119, que la société anonyme holding « C'réala », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. belges chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 18 mai 1938, vol. 110, art. 1130, que la société anonyme « Nordiska Stal Aktiebolag », établie à Stockholm, a acquitté les droits de timbre sur le capital investi dans le Grand-Duché évalué à 5.000 fr.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 20 mai 1938, vol. 110, art. 1203, que la société anonyme « Sobadi », Société Bancaire d'Investissements, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 500 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 21 mai 1938, vol. 110, art. 1319, que la société anonyme holding « Polluxia », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. suisses chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 21 mai 1938, vol. 110, art. 1320, que la société anonyme holding « Platonica », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. suisses chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 21 mai 1938, vol. 110, art. 1318, que la société anonyme holding « Genia », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. suisses chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 21 mai 1938, vol. 110, art. 1317, que la société anonyme holding « Castoria », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. suisses chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 23 mai 1938, vol. 110, art. 1397, que la société anonyme « Union Financière Européenne », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 4000 actions nouvelles à 1.000 fr., n<sup>os</sup> 6001 à 10.000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 25 mai 1938, vol. 110, art. 1497, que la société anonyme holding « Maxima », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 50 actions à 1.000 fr. français chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 1<sup>er</sup> juin 1938, vol. 110, art. 1630, que la société anonyme « Gespita », Société de Gestion et de Capitalisation, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions à 1.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 juin 1938, vol. 110, art. 1652, que la société anonyme « Cofitra », Compagnie Financière de Transports, établie à Luxembourg a acquitté les droits de timbre à raison de 5000 actions de 1.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 5000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 3 juin 1938, vol. 110, art. 1664, que la société anonyme « Société Financière d'Industrie chimique », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 10.000 actions nouvelles à 1.000 fr. français chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 9 juin 1938, vol. 111, art. 8, que la société anonyme holding « Finalourec », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 8.000 actions nouvelles à 250 fr. français chacune, n<sup>os</sup> 40001 à 48000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 10 juin 1938, vol. 111, art. 13, que la société anonyme « Salna », Société anonyme Luxembourgeoise Nord-Africaine, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 504 actions à 100 fr. français chacune, n<sup>os</sup> 1 à 504.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 10 juin 1938, vol. 111, art. 14, que la société anonyme holding « Luxparco », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à mille francs chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 10 juin 1938, vol. 111, art. 15, que la société anonyme holding « Metachar », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. belges chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 10 juin 1938, vol. 111, art. 16, que la société anonyme holding « Société Holding de Participation et de Gestion de Brevets Industriels », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 7500 actions à 100 fr. français chacune, n<sup>os</sup> 1 à 7500.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 11 juin 1938, vol. 111, art. 29, que la société anonyme « Radian », Société anonyme Pétrolière Belgo-Luxembourgeoise, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 13 juin 1938, vol. 111, art. 39, que la société anonyme « Compagnie Privée de Placement », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1200 vingtièmes de parts de fondateur sans désignation de valeur.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 16 juin 1938, vol. 111, art. 69, que la société anonyme holding « Phénix Holding », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 18 juin 1938, vol. 111, art. 105, que la société anonyme « Fontana », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 50 actions à 1.000 fr. belges chacune, n<sup>os</sup> 1 à 50.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 18 juin 1938, vol. 111, art. 104, que la société anonyme holding « Bipkar », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 240 actions à 100 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur le 23 juin 1938, vol. 111, art. 143, que la société anonyme holding « A.T.P.F. » Association Technique de Participations et de Financement, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 500 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 23 juin 1938, vol. 111, art. 142, que la société anonyme holding « Homo Bonus », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de deux parts sociales à 50.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 2.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 24 juin 1938, vol. 111, art. 158, que la société anonyme « La Forestière », établie à Hollerich, a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions à 1.000 fr. chacune.

Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 25 juin 1938, vol. 111, art. 169, que la Société anonyme holding « Commercial Electric Syndicate Limited », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 200 actions à 100 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 juin 1938, vol. 111, art. 183, que la société anonyme holding à responsabilité limitée « La Larga », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 500 parts à fr. 1.000 chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 juin 1938, vol. 111, art. 175, que la société anonyme holding « Société Anonyme Finaphtha-Holding », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 8000 actions à fr. belges 100 chacune n<sup>os</sup> 82001 à 90.000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 juin 1938, vol. 111, art. 176, que la société anonyme holding « Sidva », Société d'Investissements de Valeurs Argentines, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 108000 actions à 500 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 29 juin 1938, vol. 111, art. 202, que la société anonyme holding « Robur », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1600 actions nouvelles à 500 fr. chacune, n<sup>os</sup> 401 à 2000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, les 25 et resp. 30 juin 1938, vol. 111, art. 168 et 214, que la société anonyme holding « Copchac », Compagnie de Produits chimiques d'activation, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 23000 actions à 50 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 23.000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 30 juin 1938, vol. 111, art. 218, que la société anonyme holding « Lufipar », Société Luxembourgeoise financière de participations, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 juillet 1938, vol. 111, art. 273, que la société anonyme holding « Celova », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 500 actions A et 500 actions B de 5.000 fr. belges chacune et d'une part bénéficiaire sans désignation de valeur n<sup>os</sup> 1 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 juillet 1938, vol. 111, art. 274, que la société anonyme holding « Temple G. Thompson Oil Royalties Equalization Fund », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 400 actions à 10 dollars chacune, n<sup>os</sup> 1 à 400.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 juillet 1938, vol. 111, art. 275, que la société anonyme holding « Socofi », Société Anonyme de Contrôle et de Financement, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions à 1.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 juillet 1938, vol. 111, art. 276, que la société anonyme holding « Sofinel », Société Financière d'Etudes et d'Entreprises Electriques, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 400 actions à 10.000 fr. chacune, n<sup>os</sup> 1 à 400.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 juillet 1938, vol. 111, art. 278, que la société anonyme holding « Sopviscan », Société pour Valeurs Internationales et Scandinaves, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 20 actions privilégiées et de 30 actions ordinaires d'une valeur de 50 livres sterling chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 5 juillet 1938, vol. 111, art. 277, que la société anonyme holding « Bearers Securities And Investment Company Kanfa », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 25 actions à 100 livres sterling chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur à Clervaux, le 13 juillet 1938, vol. 53, art. 141, que la société anonyme des Ardoisières L. Donner à Martelange-Belgique, a acquitté les droits de timbre à raison de 225 obligations à 500 fr. belges chacune (part investie dans le Grand-Duché).

Les présentes publications sont destinées à satisfaire aux prescriptions de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.  
— 20 juillet 1938.

**Avis. — Service des audiences de la Cour supérieure de justice et des Tribunaux d'arrondissement pendant les vacances de 1938 et pendant l'année judiciaire 1938—1939.**

*Vacations. — Cour supérieure de justice.* — Les audiences des vacations pendant l'année courante sont fixées au samedi, 20 août et au samedi, 19 septembre, à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin pour toutes les affaires.

*Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.* — Les audiences des vacations pour 1938 sont fixées comme suit :

I. a) pour les affaires civiles et commerciales : au jeudi, 11 août 1938, à 9 heures du matin ; b) pour les affaires correctionnelles : au vendredi, 12 août et au samedi, 13 août 1938, chaque fois à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

II. a) pour les affaires civiles et commerciales : au lundi, 29 août 1938, à 9 heures du matin ; b) pour les affaires correctionnelles : au mardi, 30 août et au mercredi, 31 août 1938, chaque fois à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

III. a) pour les affaires civiles et commerciales : au jeudi, 15 septembre 1938, à 9 heures du matin ; b) pour les affaires correctionnelles : au vendredi, 16 septembre et au samedi, 17 septembre 1938, chaque fois à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

Le tribunal consacrerait éventuellement les audiences correctionnelles à la continuation des affaires civiles et commerciales enrôlées pour les audiences des vacations des 11 août, 29 août et 15 septembre 1938.

*Tribunal d'arrondissement de Diekirch.* — Les audiences des vacations pendant les vacances de 1938 sont fixées pour toutes les affaires comme suit : le samedi, 20 août et le jeudi, 15 septembre 1938, chaque fois à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin.

**Audiences ordinaires pendant l'année judiciaire 1938—1939.**

*Cour supérieure de justice.* — Les jours d'audience pendant l'année judiciaire 1938—1939 sont fixés au mardi et mercredi de chaque semaine à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin, pour les appels en matière civile et commerciale et au besoin pour les affaires de cassation. La Cour consacrerait le jeudi de chaque semaine, à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin, aux affaires de cassation et au besoin aux affaires civiles et commerciales, le vendredi et le samedi, à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin et au besoin à 3<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures de relevée, aux appels en matière correctionnelle. L'audience du vendredi à 3<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures de relevée peut aussi être réservée pour l'évacuation des appels contre les décisions des tribunaux arbitraux en matière de louage de service des employés privés et en matière d'assurance sociale.

*Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.* — Les audiences de l'année judiciaire 1938—1939 sont fixées comme suit :

Les audiences civiles aux lundis, mardis et mercredis, chaque fois à 9 heures du matin, pour les affaires civiles ordinaires, l'audience de mercredi étant encore consacrée à l'expédition des affaires disciplinaires (première chambre).

Les audiences commerciales aux jeudis, vendredis et samedis, chaque fois à 9 heures du matin (deuxième chambre).

Cette section consacrerait éventuellement, pour autant que de besoin, ces mêmes audiences à l'évacuation des affaires civiles.

Deux audiences civiles aux lundis, à 3 heures de relevée et jeudis, à 9 heures du matin, pour les affaires civiles ordinaires et encore pour les instances en divorce, les affaires domaniales, les poursuites sur saisies-immobilières et les demandes en Pro Deo (quatrième chambre).

Les audiences correctionnelles aux lundis, à 9 heures du matin, mardis à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée, mercredis, à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée, vendredis, à 9 heures du matin et deux audiences à 3 heures de relevée, et samedis, à 9 heures du matin (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> chambres).

L'audience correctionnelle de l'après-midi du premier mardi de chaque mois sera réservée principalement pour les affaires répressives dirigées contre les jeunes délinquants.

Les audiences de référé aux mardis, à 3 heures de relevée ou à tout autre jour et heure à fixer par M. le Président.

*Tribunal d'arrondissement de Diekirch.* — Le tribunal tiendra les audiences pour toutes les affaires (civiles, commerciales et correctionnelles) les mardis, mercredis, vendredis et samedis de chaque semaine, à 9½ heures du matin, et le vendredi, 2½ heures de l'après-midi.

Les audiences de mardi et de mercredi sont plus spécialement réservées pour l'évacuation des affaires civiles, celles de mardi également pour les affaires pénales concernant les jeunes délinquants; celles de vendredi, 9½ heures du matin et 2½ heures de l'après-midi, pour les affaires correctionnelles et celle de samedi pour les affaires commerciales. Les audiences de référé sont fixées au mardi de chaque semaine, à 9 heures du matin ou à tout autre jour à fixer par M. le Président. — 27 juillet 1938.

**Société des Nations. — Avis de vacance de poste.** — Le poste de Secrétaire du Comité central permanent de l'Opium (prévu dans la Convention de l'opium du 19 février 1925) est vacant. Ce poste est accessible aux candidats des deux sexes.

Les candidats doivent être âgés de 30 ans au moins et de 50 ans au plus.

Ils sont tenus de remplir les conditions suivantes :

1° Posséder une connaissance complète des langues française et anglaise, tant écrites que parlées. Il sera tenu compte également de la connaissance d'autres langues.

2° Etre apte à diriger les travaux d'un service administratif.

3° Posséder des qualités de discrétion, de tact et d'activité et être apt à remplir un poste de toute confiance.

4° Etre capable de manier et de comprendre les statistiques.

Les conditions énumérées ci-dessus sont essentielles, mais il sera également tenu compte des titres spéciaux d'ordre scientifique, juridique et commercial, et en particulier de la connaissance théorique et pratique du problème des stupéfiants dans une partie quelconque du monde.

Les demandes des candidats, écrites à la main en anglais ou en français et accompagnées d'un *curriculum vitae* détaillé et des références et attestations pertinentes, devront être adressées aussitôt que possible au Président du Comité central permanent de l'Opium, Genève. Elles devront lui parvenir au plus tard le 15 novembre 1938.

De plus amples détails sur les conditions d'engagement et de rémunération seront fournis par le Ministère des Affaires Etrangères aux personnes dûment qualifiées que cette vacance pourrait intéresser. — 23 juillet 1938.

**Avis. — Sociétés locales agricoles.** — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société locale agricole de *Hupperdange* a déposé au secrétariat communal de Heinerscheid l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 21 juillet 1938.

— Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société locale agricole de *Brouch* a déposé au secrétariat communal de Boevange/Attert, l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 21 juillet 1938.

— Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société locale agricole de *Bettborn-Platen* a déposé au secrétariat communal de Bettborn l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 21 juillet 1938.

857

**Avis. — Fièvre aphteuse.**

Les zones prophylactiques décrétées sous la date du 22 juillet 1938 sont modifiées resp. complétées, comme suit :

CANTON DE CAPELLEN.

**Zones d'interdiction :**

*Fingig* : les maisons Arth. Reuter et J.-P. Bichel.

*Mamer* : la maison Letsch-Redlinger.

**Levée.** — L'interdit est levé au profit des étables Ph. Fejean, Ph. Gengler, Ed. Limpach et N. Kœmptgen à *Nospelt*, Val. Wies, à *Hagen*, et N. Eilenbecker à *Kahler*.

CANTON DE CLERVAUX.

**Zones d'interdiction :**

*Weicherdange* : les maisons J. Felten, N. Zanen, Ant. Bourg, Pintsch, Lamberty, Bever-Holtz et Mæs ;

*Hupperdange* : la maison Jaans Frères ;

*Huldange* : la maison Veuve Glodt.

**Zone d'observation simple :**

La partie restante des localités de *Weicherdange*, *Hupperdange* et *Huldange*.

CANTON DE DIEKIRCH.

**Zones d'interdiction :**

*Welscheid* : les maisons Derneden, Bern. Clesen, J. Brandenburger, Alph. Scheichen, Alb. Elsen, Ant. Majerus, J. Gillen, Hansen, Salentiny et Rich. Reuter.

*Bourscheid* : le parc à bétail de M. Chr. Koob.

**Zone d'observation simple :**

*Bourscheid* et les parties restantes de la localité de *Welscheid*.

CANTON D'ECHTERNACH.

**Zone d'observation simple :**

*Christnach* et *Waldbillig*.

CANTON D'ESCH-S.-ALZ.

**Zones d'interdiction :**

*Leudelange* : 2 étables.

*Sanem* : 4 étables.

*Soleuvre* : le parc à bétail de M. Nic. Origer-Peporté d'*Esch-s.-Alz*.

*Belvaux* : la maison Sig. Koppel.

*Lasawage* : la maison Dietz.

**Zones d'observation intensifiée :**

*Lasawage* : les maisons Mich. Sibtax et Fél. Werlin ;

*Ehlerange* : la maison Christophory-Mainz.

**Zones d'observation simple :**

Les parties restantes des localités de : *Sanem, Belvaux* et *Lasauvage*. — La route d'*Ehlerange* à *Sanem* jusqu'au croisement avec le chemin de *Linpach-Soleuvre*, et plus particulièrement les pâturages de MM. Keup et Brebson, ainsi que la maison Marschlewitz.

**Levée.** — L'interdit est levé au profit des maisons Jos. Dabe-Weiler, Ed. Hausemer, Jacques Biever et Mich. Schmit-Cito à *Sanem*.

CANTON DE GREVENMACHER.

**Zones d'interdiction :**

*Betzdorf* : la maison Mich. Baustert ;

*Oberdonven* : les maisons P. Biever et P. Didier.

**Zones d'observation simple :**

La localité de *Roodt-s.-Syr* et les parties restantes de *Betzdorf* et d'*Oberdonven*.

**Levée.** — L'interdit est levé au profit des étables Godart-Ehlinger à *Oberdonven*, et des pâturages Fr. Lucas et Nic. Ruppert à *Buchholtzerhof*.

CANTON DE LUXEMBOURG.

**Zones d'interdiction :**

*Bertrange* : les parcs à bétail de MM. Freimann et Kemp.

*Kirchberg* : la maison H. Blaise.

**Zone d'observation simple :**

*Kirchberg*.

**Levée.** — Les étables de M. Friederich à *Findels* et de la dame Veuve Zeimet-Flammang à *Kirchberg*, sont déclarées indemnes.

CANTON DE MERSCH.

**Zones d'interdiction :**

*Bœvange-Grevenknapp* : la maison Ködinger à *Bœvange-s.-Attert* ; les maisons Weber, Godart, Molitor, Stolz, Kler, Ries, ainsi que les parcs à bétail Alb. Hubert et Conrad Victor au lieu-dit « Letlecht » ; de plus les parcs à bétail Molitor, Losch, Becker, Arendt et Wilmes.

*Buschdorf* : les maisons Weber, Mahowald, Jentgen, ainsi que le parc à bétail de M. Lahire.

*Bruch* : les maisons Veuve Mans, Hoeger, Sauer, Meer, Stroesser, Reimen, Weimerskirch, Mersch, Bach père, ainsi que les parcs à bétail Gilson, Steffen et Bach.

*Bissen* : les maisons Sinner, Stoffel Antoine, le parc à bétail Weber Franç. au lieu-dit « Laschtert » et celui de M. Kinn.

**Levée.** — L'interdit est levé au profit des étables Metzler Emile, ainsi que des parcs à bétail Stolz, Kleer et Conrad au lieu-dit « an der Belz » à *Bœvange-Grevenknapp* ; des étables Jos. Lux, Simes, Mangen, Glaesener et Behm à *Buschdorf* ; des étables Pütz Michel à *Brouch* ; des étables Pierre Pauly à *Bissen* ; des parcs à bétail Arendt à *Lellingerhof*. — La commune de *Colmar-Berg* est déclarée indemne de fièvre aphteuse.

CANTON DE REDANGE.

**Zones d'interdiction :**

*Useldange* : les maisons Feitler et Franck, ainsi que les pâturages Kieffer (Niederglabach) et Schauls (Vichten);  
*Vichten* : les maisons Gengler et Nic. Reuter;  
*Oberpallen* : les maisons Sterpenich, Weber, Weynandt, Pletschette et Binsfeld;  
*Schwebach* : la maison Plier;  
*Levelange* : les maisons Mailliet, Ries, Bartholmé et Hemmer, ainsi que le parc à bétail de M. E. Didier;  
*Huttange* : les maisons Müller et Birkel;  
*Ospern* : les maisons Clesen, Steichen, Wirth et J. Stomps (Eltz).  
*Niedercolpach* : les maisons Hilbert et Keylen, ainsi que le pâturage de M. Hilbert;  
*Obercolpach* : la maison Bœver;  
*Roodt* : la maison Schintgen;  
*Petit-Nobressart* : la maison Nothum, les pâturages N. Crochet, Nothum, Blaise et Dondelinger;  
*Schandel* : les maisons Heirendt et Veuve Theis;  
*Perlé* : la maison J. Graas;  
*Michelbouch* : les maisons Hentgen et Schoellen, les pâturages Clees et Colette;  
*Beckerich* : les maisons Arend, N. Walch, J.-B. Origer, Frauenberg et M. Parries-Majeres;  
*Everlange* : la maison Schweitzer.  
*Nagem* : la maison Vve Gaul;  
*Rambrouch* : les maisons Leyder et Vve Stephany.

**Zones d'observation simple :**

Les parties restantes des localités d'*Useldange*, *Vichten*, *Oberpallen*, *Schwebach*, *Levelange*, *Huttange*, *Ospern*, *Colbach*, *Roodt*, *Petit-Nobressart*, *Schandel*, *Perlé*, *Michelbouch*, *Beckerich*, *Everlange*, *Nagem* et *Rambrouch*.

**Levée.** — L'interdit est levé au profit des maisons : Jeanty, Jos. Dahmen, Veuve Meyers, Braun, Thilmany Nic., Veuve Weicker et Jos. Origer à *Oberpallen*; Hansen et H. Nothum à *Vichten*; Gilbert, Veuve Feltes et Seil, ainsi que des pâturages Gilbert et H. Nothum à *Useldange*, et de la maison Hartry à *Ospern*.

CANTON DE WILTZ.

**Zones d'interdiction :**

*Allerborn* : le parc et la maison du fermier Poncin, les maisons Vve Goosse et Léon Clees;  
*Niederwampach* : la maison Kass-Bœver;  
*Sonlez* : le parc et la maison Emile Baôo, les maison Jean Berkel, J. Turmes, Vve Kneip et Victor Roth.  
*Doncols* : la maison Théoph. Hansen.

**Zones d'observation intensifiée :**

*Allerborn* : la partie restante.  
*Niederwampach* : les maisons Reiser, Schmitz et Mersch;  
*Sonlez* : la partie restante;  
*Doncols* : les maisons Feller, Majerus-Wiltgen, Fr. Deprès, Kinnen et Schaack.

**Zones d'observation simple :**

*Schimpach* et la partie restante de *Niederwampach*;  
*Doncols* : la partie restante. — 29 juillet 1938.

**Avis. — Titres au porteur.** — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. Konz à Luxembourg, en date du 22 juillet 1938, qu'il a été fait opposition au paiement du capital de l'obligation, Ville de Luxembourg 1921, 5½%, n° 12405, d'une valeur nominale de 1.000 fr.

L'opposant prétend que le titre en question a été égaré.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 22 juillet 1938.

**Avis. — Règlements communaux.** — En séance du 7 avril 1938, le conseil communal de Boevange-s.-Artert a modifié le règlement sur le cimetière. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 20 juillet 1938.

— En séance du 7 mai 1938, le conseil communal d'Erpeldange a édicté un règlement sur les certificats à délivrer par la commune. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié. — 20 juillet 1938.

— En séance du 26 avril 1938, le conseil communal de Kautenbach a édicté un règlement sur la conduite d'eau de Merkoltz. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié. — 26 juillet 1938.

— En séance du 16 juin 1938, le conseil communal de Heiderscheid a modifié les taxes de la conduite d'eau de la commune de Heiderscheid. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 26 juillet 1938.

**Avis. — Associations syndicales.** — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'établissement d'un drainage de labours aux lieux-dits « beim Schilbüsich », « in Beispert » à Holzem, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Mamer. — 27 juillet 1938.

**Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.**

Communes et sections intéressées	Désignation de l'emprunt	Date de l'échéance	Numéros sortis au tirage		Caisse chargée du remboursement
			100	1000	
Hospices civils de Remich	550.000 fr. 4% de 1937	1 <sup>er</sup> août 1938		94, 160, 191, 208, 220, 258, 341, 345, 361, 365, 385, 456, 473.	Banque Générale du Luxembourg.
Kehlen (Kehlen)	200.000 fr. de 1936	1 <sup>er</sup> septembre 1938		12, 41, 90, 100.	id.
Lintgen	8.000 fr. 4% de 1893	id.	22, 52.		Banque Internatio- nale à Luxembourg.

27 juillet 1938.